

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2149 - MARDI 28 OCTOBRE 2014

Disparition

L'hommage au député Anicet Wilfrid Pandou traversé par tant de frayeur



Le député de la 4^e circonscription électorale de Makélékélé, Anicet Wilfrid Pandou, alias Willy Mantsanga, a reçu l'hommage des corps constitués nationaux hier au Palais des Congrès de Brazzaville, avant son inhumation ce mardi dans l'intimité familiale à Madzia, dans le département du Pool. Mais, que de frayeur pour les habitants des 1^{er} et 2^e arrondissements de la capitale ! À Makélékélé et Bacongo, considérés comme fiefs de l'ancien chef de guerre, des marchés, boutiques et écoles sont restés portes closes, par crainte de débordements. Les menaces de trouble à l'ordre public proférées par les partisans du député et l'agitation constatée dans les rues en matinée ont même obligé les administrations et entreprises à fermer plus tôt que d'habitude.

[Pages 2 et 3](#)

FORMATION

Une deuxième vague d'étudiants s'envole pour Cuba



Au total 706 jeunes congolais ont quitté Brazzaville le 27 octobre au petit matin pour la Havane, à Cuba, où ils devront passer sept années d'études en médecine. Trente-cinq parmi eux vont dans la perspective de servir, dans quelques années, dans le nouvel

hôpital des armées encore en projet, alors que le gros de l'effectif reviendra au ministère de la Santé, pour la mise en œuvre de son programme d'hôpitaux généraux en construction dans les douze départements du Congo.

[Page 5](#)

BRÉSIL

Dilma Rousseff réélue pour un second mandat

La présidente sortante du Brésil, annoncée pour favorite du deuxième tour de l'élection présidentielle qui l'a opposé le 26 octobre au candidat du centre-droit, Aécio Neves, s'est finalement tirée d'affaire grâce à une courte avance. À l'issue d'un scrutin serré, Dilma Rousseff, soutenue par l'ancien président Lula Da Silva, a obtenu 51,45% des suffrages contre 48,55 pour son adversaire. Cette victoire ouvre la voie à un quatrième mandat consécutif pour le Parti des travailleurs au Brésil. [Page 9](#)



Dilma Rousseff/photo DR

ASSEMBLÉE NATIONALE

Emmanuel Bété-Siba s'en est allé

Peu avant les obsèques d'Anicet Wilfrid Pandou, la chambre basse du parlement a encore enregistré, le dimanche 26 octobre à Brazzaville, le décès du député de la 2^e circonscription électorale de Mindouli, Emmanuel Bété-Siba. Membre du bureau politique du Parti congolais du travail, Emmanuel Bété-Siba était, à 71 ans, le doyen d'âge du Conseil départemental du Pool. Il venait de diriger, trois jours avant sa mort, les élections au bureau de cette assemblée locale à l'occasion de sa session inaugurale à Kinkala.

AFRIQUE CENTRALE

Le Rwanda annonce son retour au sein de la CEEAC

La ministre rwandaise des Affaires étrangères, Louise Mushikiwabo, invitée à assister aux exercices militaires de la force de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) a annoncé hier le retour de son pays dans cette communauté. « Nous avons demandé depuis deux ans et demi de rejoindre nos frères et sœurs de l'Afrique centrale ; nous avons un héritage important dans cette sous-région. Donc au prochain sommet qui aura lieu dans quelques semaines, le Rwanda va réintégrer la CEEAC », a-t-elle déclaré dans un entretien aux *Dépêches de Brazzaville*.

Quant aux exercices militaires Loango 2014, ils culminent par une prise d'armes des Forces armées de la CEEAC aujourd'hui à Pointe-Noire en présence de chefs d'Etat de la sous-région. [Page 14](#)

ÉDITORIAL

Qui ?

[Page 2](#)

ÉDITORIAL

Qui ?

Dans un mois, très exactement les chefs d'État de la puissante communauté francophone se réuniront à Dakar afin d'élire le successeur d'Abdou Diouf. Ils devront alors choisir en leur âme et conscience celui ou celle qui aura la lourde tâche de maintenir la position privilégiée qu'occupent au plan international une langue, une culture, une histoire que près de soixante nations ont en partage de par le vaste monde. Et tout naturellement les esprits commencent à s'échauffer, ici et là, tant est grand l'enjeu que constitue la désignation du nouveau secrétaire général de l'Organisation internationale de la francophonie.

Sans anticiper sur le choix qui sera fait le 29 novembre, disons que la personnalité sur laquelle se portera la majorité des suffrages devra présenter deux qualités essentielles.

La première est d'être un intellectuel de haut vol, c'est-à-dire d'être reconnu par la communauté francophone comme un homme ou une femme ayant une parfaite maîtrise de la langue et de la culture dont il sera en quelque sorte le porte-drapeau à l'échelle internationale. Dans une époque comme la nôtre, qui voit les nouvelles technologies gommer le temps et l'espace, mieux vaudrait en effet que le nouveau secrétaire général de l'OIF soit un écrivain, un universitaire, un philosophe dont la voix est universellement connue. Cela donnerait au groupe de nations qu'il incarne une influence accrue et, par conséquent, une capacité plus forte de se faire entendre pour mieux faire progresser la cause de la francophonie.

La deuxième qualité que doit avoir le successeur d'Abdou Diouf est une parfaite connaissance de la communauté internationale. Seul, en effet, un diplomate chevronné pourra, dans les années à venir, convaincre les États et les gouvernements des pays ayant le français en partage d'œuvrer ensemble afin que leur langue commune poursuive sa marche en avant et ne soit pas mise en péril par les nouveaux rapports de force que l'on voit lentement, mais sûrement, s'installer à l'échelle mondiale. Savoir concilier des points de vue divergents, mettre en valeur l'atout que porte en lui l'usage d'une langue commune, œuvrer pour que la francophonie dispose de moyens accrus exigera du nouveau Secrétaire général de la francophonie un savoir faire particulier.

Question donc : qui, aujourd'hui, parmi les candidats déclarés ou probables, répond le mieux à ces critères ? (À suivre).

Les Dépêches de Brazzaville

DISPARITION

L'ultime adieu à Anicet Wilfrid Pandou

Le Parlement a rendu, le 27 octobre à Brazzaville, un dernier hommage à Anicet Wilfrid Pandou, député de la 4^e circonscription de Makélékélé. Il a rendu l'âme, le 9 octobre en France, à la suite d'une série d'hospitalisations à Orléans-la-Source en France.

La dépouille mortelle, escortée par une cohorte de personnes, est arrivée à 13 heures au Palais des congrès. Là, attendaient l'épouse du chef de l'État, Antoinette Sassou N'Guesso, les présidents des deux chambres du Parlement, les parlementaires, le ministre de l'Enseignement primaire et secondaire, Hellot Matson Mampouya, ainsi que les cadres et agents du Parlement.

La cérémonie de l'hommage officiel a commencé sous un ton bien triste : « Tel un coup de tonnerre, la douloureuse nouvelle nous parvient très tôt le vendredi 10 octobre. La mort, inattendue, impitoyable, cruelle et fauchée des vies, même les plus innocentes, vient d'arracher à notre affection notre Collègue Anicet Wilfrid Pandou », déclare le premier vice-président de la Commission défense et sécurité, Philippe Ampion dans son oraison funèbre.

Qui était l'honorable Anicet Wilfrid Pandou ?

Né le 9 mai 1969 à Madzia dans le département du Pool, Anicet Wilfrid Pandou a débuté sa scolarité à Makabana dans le Niari. Il obtient le Certificat d'études primaires élémentaires (CEPE) en 1981. Il a commencé ses études secondaires du premier cycle au CEG de Min-

douli avant de les poursuivre à Brazzaville au CEG de Kinsoundi. En 1986, il obtint le Brevet d'études moyennes générales (BEMG).

Soucieux de servir la nation congolaise, Anicet Wilfrid Pandou est appelé sous les drapeaux et incorporé dans l'Armée populaire nationale (APN) par le biais du service obligatoire. Il fait sa formation commune de base au centre d'instruction de Makola. A l'issue de cette formation, il est affecté et mis à la disposition de la Zone autonome de Brazzaville et muté à la Direction de l'instruction et des écoles. Ainsi, il a été mis en service à l'Académie militaire Marien N'Gouabi, au Bataillon de commandement et des services.

Dégagé de ses obligations avec d'autres jeunes de la promotion 88, Anicet Wilfrid Pandou est reversé au bureau de Recrutement et des réserves en tant que réserviste de l'armée. En 1990, avec le renouveau démocratique et le retour du multipartisme au Congo, Anicet Wilfrid Pandou est fortement influencé par l'évolution de la situation politique du Congo, notamment les troubles socio-politiques de 1993-1994 et de 1997.

Conscient de l'importance de la politique dans le devenir des congolais, à 21 ans, il intègre le Mouvement patriotique congolais (MPC). En 1992, il quitte le MPC et devient membre du Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCDDI), dans lequel il s'illustre par son courage sur le terrain. À cause du climat d'insécurité, causés par ces tristes événements, il a été emprisonné pendant plusieurs mois en 1994. Sorti de prison,

il quitte le Congo pour l'Afrique du Sud. Durant son séjour, il s'inscrit à Bellar, où il suit une formation militaire dans spécialité « combats de ville ». Il en a profité pour apprendre la langue anglaise.

Son retour au Congo en 1997 coïncide avec la guerre du 5 juin. Il va alors prendre l'option d'être derrière le président Denis Sassou N'Guesso. Au lendemain de la guerre, Anicet Wilfrid Pandou assume les fonctions de conseiller spécial du ministre de l'Intérieur.

En 2007, il est élu député de la 4^e circonscription électorale de Makélékélé. Une année plus tôt, il est élu conseiller départemental et municipal de Brazzaville, siège qu'il cède au second de sa liste. En 2012, il est réélu député dans la même circonscription électorale. En 2014, il est réélu conseiller de Brazzaville. Durant ses deux mandats parlementaires, il a évolué dans la commission permanente Défense et sécurité.

Pour témoigner sa gratitude envers ses mandants, Anicet Wilfrid Pandou crée successivement l'Association mère et famille pour le développement, l'Association dénommée « Le quartier d'abord », et le Parti pour la solidarité et le progrès (PSP). Ces organisations ont permis à « Ya Mazas » de réaliser diverses actions à caractère social.

Après le Palais des congrès, le cortège funèbre s'est rendu à l'esplanade du stade Alphonse Massamba-débat où a été exposée la dépouille du disparu. Anicet Wilfrid Pandou laisse une veuve et des orphelins. Il sera inhumé ce mardi à Madzia, son village natal.

Josiane Mambou Loukoula

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

COMITÉ DE DIRECTION

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodialo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout

Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoula

Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service),

Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou
Directrice du Développement : Carole Moine

RÉDACTION DE PARIS

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsignet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelélé Ngonzo

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-presses et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),

Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma
Assistante : Laura Ikambi
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80
www.lagalericongoco.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau
75007 Paris / Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

HOMMAGE AU DÉPUTÉ ANICET WILFRID PANDOU

Petite « ville morte » à Makélékélé et Bacongo

L'arrivée de la dépouille mortelle de l'honorable Anicet Wilfrid Pandou alias Willy Matsanga, lundi à Brazzaville, a plongé les grandes avenues des arrondissements 1 et 2 dans une psychose. Avec des boutiques, écoles et marchés fermés pour la circonstance, les fidèles de celui qu'on surnomme affectueusement « Ya mazas » ont pu exalter leur dessein en s'emparant des avenues.

Lundi 27 octobre aux premières heures, les portes de plusieurs boutiques sont restées closes sur les avenues de l'OUA, Matsoua et de l'ex télévision qui conduit jusqu'à Kin-

soundi, fief du feu Willy Matsanga. Les ruelles des quartiers de Makélékélé comme Kingouari, la Tanaf et ceux de Bacongo à l'instar de Tostao et Météo présentaient une pâleur qui rappelle les troubles passés. Même si les taxis et bus ont circulés dans ces quartiers, les marchés n'ont pas vendu. À Total, c'est le petit marché dit de lundi, au bord de l'avenue de l'OUA qui a étalé quelques épices. Celui du Château d'eau, plus proche du fief du député, s'est aligné à honorer la petite « ville morte » qui n'a d'ailleurs été, semble-t-il, décrétée par aucune autorité compétente. Il semblerait que la mesure de fermer les échoppes ait été suscitée par les populations seules qui redouteraient un débordement des « fanatiques » du député alias Willy Matsanga. Quelques entreprises pourtant n'ont pas voulu appliquer la règle jugée « fantaisiste ». La Mucodec de Bacongo, bien qu'ouvert un peu tard

de ramener la dépouille mortelle du député à son domicile de Kinsoundi ne passait pas dans le programme officiel d'hommage de la République. Marches, regrets et brigandage... À 6 heures, pour tenir le pari, ils étaient encore nombreux à l'aéroport international de Maya-Maya. T-shirt d'adieu et drapelet en main, c'est au rythme d'un tube d'adieu de DJ Sergino chanté en dialecte « lari » que l'enthousiasme est entretenu. Comment ont-ils fait pour convaincre décidément les autorités de leur laisser ramener la dépouille mortelle à Kinsoundi ? La police a-t-elle évité le pire ?

C'est au rythme de leur pas que le corbillard a quitté l'aéroport vers 8h pour Kinsoundi où la dépouille a été exposée plusieurs heures durant. Les fidèles, amis et parents mais aussi d'anciens miliciens et jeunes désœuvrés ont exhibés des pas de danse. En larmes, des jeunes proches du député se sont vus déposséder de leur « autorité » dans ce quartier maintenant que « le lion » est décédé. « Qui va nous défendre ? » s'interrogent-ils, attristé davantage par le refrain de la chanson de DJ Sergino, tube le plus écouté dans ces deux arrondissements depuis plusieurs jours.

C'est vers 13 heures que la dépouille mortelle a quitté le domicile du député pour le palais des Congrès avec des milliers de personnes à pied, à vélo et celles perchées sur le toit des véhicules. C'est devant le stade Massamba-Débat que la dépouille mortelle devrait passer nuit.

Quentin Loubou



La foule suivant le cortège

soundi, fief du feu Willy Matsanga. Les ruelles des quartiers de Makélékélé comme Kingouari, la Tanaf et ceux de Bacongo à l'instar de Tostao et Météo présentaient une pâleur qui rappelle les troubles passés. Même si les taxis et bus ont circulés

selon des clients qui ont fait les opérations vers 12h, a travaillé normalement alors que la BCI, situé en plein cœur du marché Total, a refusé de prendre des risques. Il paraît que les fidèles de Ya mazas devrait monter au créneau au cas où leur doléance

ZONES ÉCONOMIQUES SPÉCIALES

Le groupe CMA CGM s'y intéressé

Le numéro 3 mondial de transport maritime par conteneurs, le groupe CMA CGM, installé au Congo, à travers l'agence Delmas Congo dont le siège est à Pointe Noire, se dit prêt pour investir dans la zone économique spéciale (ZES) de Brazzaville pour développer des activités liées au transport maritime.

Le directeur général de la zone Afrique, Eric Millet, a porté cette intention le 27 octobre à Brazzaville, au ministre à la présidence chargé des ZES, Alain Akouala Atipault. Auprès du chef de département des ZES, l'investisseur a voulu s'informer des précisions relatives aux conditions d'installation au sein des ZES. Cette volonté s'appuie sur l'ambition d'extension des activités terrestres au Congo, de cette société. Avec plus de 650 agences de transport maritime disséminées dans le monde, le groupe oeuvre dans le transport des conteneurs et possède des navires qui convoient les marchandises à bon port. « Nous sommes prêts à investir essentiellement dans les activités des dépôts sous douane pour pouvoir livrer des conteneurs de marchandises grâce à nos réseaux maritimes régionaux ou internationaux », a affirmé Eric Millet.

En attendant la réponse du gouvernement congolais sur les conditions d'installation, le groupe s'est déjà engagé pour réaliser l'étude technique. Laquelle déterminera comment avancer avec le projet et quelles types d'activités pourraient être développées.

Notons que le groupe CMA CGM, à travers DELMAS, offre 25 services directs vers toutes les parties du monde. Il offre 48 ports d'escale en Afrique, dessert 42 pays et met à la disposition de ses clients 58 bureaux dans 37 pays, regroupant 1200 collaborateurs.

Nancy France Loutoumba

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Le Groupe Azur Télécom envisage l'extension de son réseau dans la zone Cemac

L'ambition de couvrir la zone de la Communauté économique et monétaire des États de l'Afrique centrale (Cemac) à 90% a été émise le 22 octobre, par le président directeur général de ce groupe, Jean Bruno Obambi lors du forum pour le développement organisé à Brazzaville.

La rencontre a été organisée dans l'objectif de présenter le plan stratégique du réseau unique Azur Télécom en République centrafricaine (RCA), Gabon et au Congo. Elle visait également d'annoncer le souhait d'acquisition des nouvelles technologies aux investisseurs afin d'offrir les meilleurs services à ses clients. Étaient à ce forum, les investisseurs afin de solliciter leur appui, les directeurs du groupe Azur de la RCA, du Gabon et du Congo ainsi que leur partenaire Monaco Télécom International. Il a été marqué des communications portant sur les volets



Le président directeur général du groupe Azur Télécom Congo (costume bleu) entouré des autres directeurs

commercial, technique et financier. D'après les responsables du Groupe Azur, ce réseau envisage être un opérateur de référence à travers la diversification de ses

services dans la sous-région Cemac. Ce réseau a pour cible, les villes urbaines. Au Congo, le réseau Azur Télécom couvre huit localités avec

65% de couverture de la population, au Gabon vingt-neuf, avec 85% et en RCA vingt-cinq avec 80% de couverture de la population.

Le président directeur général du groupe Azur Télécom, Jean Bruno Obambi a expliqué son rêve de voir le groupe continuer à se déployer dans la zone Cemac en un seul réseau.

En conclusion de ses propos, il a indiqué: « le partenariat avec Monaco Télécom International consiste à accompagner le groupe dans le domaine de la technologie et des finances tout en gardant son identité Azur au Congo, Gabon et en RCA. »

Ces investisseurs ont été invités à ce forum afin de solliciter leur appui pour le financement en vue de l'acquisition des outils nécessaires pour le passage de 2 à 3 et 4G.

Notons que les interventions ont tourné autour des ressources humaines, de la formation continue des cadres des trois pays: Gabon, RCA et Congo, la recherche des partenaires et le marketing du produit Azur.

Lydie Gisèle Oko

La création d'un fonds d'appui aux entreprises congolaises en perspective

Trois partenaires projettent pour le 3 novembre prochain, la création d'un fonds d'appui aux entreprises congolaises (FAEC). Ils ambitionnent financer 300 petites et moyennes entreprises (PME) pour 2015 à travers des ressources financières de l'ordre d'un milliard Fcfa.

L'initiative est du cabinet Gandou Maréchal et Associés (GMA), du président directeur général de SARPD-OIL, Claude Wilfrid Etoke, ainsi que la Financière, société boursière au Congo.

À cette dernière, a été confiée la structuration du FAEC. Société de bourse et banque d'affaires, elle sera placée en gestionnaire exclusif doté de ressources financières. S'agissant de cette catégorie d'entreprise, les initiateurs ont constaté que seulement moins de 10% des PME congolaises obtiennent une ligne de crédit des institutions financières classiques. « *Le Congo perd là un levier majeur sur lequel la volonté politique peut agir pour satisfaire sa vision d'une marche forcée et accélérée vers une économie émergente* », estiment les concepteurs du projet, justifiant l'idée de création du fonds.

Selon eux, cette catégorie d'entreprise est un partenaire incontournable qui a besoin d'une politique de financement adaptée pour réaliser une croissance tournée vers les Congolais, tout en résorbant l'épineux problème du chômage des jeunes.

Ainsi, en vue d'harmoniser les compétences, de partager la même vision et de consolider le tissu économique, la Financière et le cabinet GMA procéderont à l'identification, la sélection et l'accompagnement des projets économiques porteurs. Ils leur donneront des ressources financières et des conseils pour stimuler leur ambition de croissance.

Nancy France Loutoumba

AVIS DE VACANCE DE POSTE

L'Agence Française de Développement (AFD) a consenti à la République du Congo, une subvention pour financer le projet d'appui à la refondation de la formation en travail social (Convention n°CCG 1095 01G). L'Unité de Coordination du projet (UCP) assure la maîtrise d'ouvrage de cette subvention pour le compte du Ministère des Affaires Sociales, de l'Action Humanitaire et de la Solidarité (MASAHS). A cet effet, l'UCP a l'intention d'utiliser une partie du montant de la subvention pour effectuer les paiements au titre du recrutement d'un chauffeur pour renforcer la division administrative et financière.

Lieu d'affectation : Brazzaville
Contenu du poste :

- Durée du contrat : 1 an renouvelable, après une période d'essai de 3 mois
- Fonctions et responsabilités : o remplir quotidiennement le carnet de bord avant ou après l'utilisation du véhicule (kilométrage, destination, consommation de carburant, réparations et pannes éventuelles) ; o signaler toute anomalie ou défaut des véhicules au Responsable du suivi administratif et financier du projet sur une fiche prévue à cet effet ; o faire des petites réparations qui ne nécessitent pas une entrée du véhicule au garage o veiller à la sécurité des passagers et du véhicule affecté pour la circonstance durant les heures de services ; o assurer l'entretien périodique du véhicule (révision, grand entretien, vidange) et contrôler le niveau du carburant pour éviter les pannes d'essence ; o distribuer le courrier. o effectuer des courses liées au projet ; o exécuter des tâches d'appui liées à la logistique.

Exigences du poste :

- Permis «B» obligatoire
- Etude et formation : un niveau d'ensei-

gnement secondaire est souhaité

- Cinq (05) ans d'expérience professionnelle
- Etre âgé de moins de 40 ans
- Connaissance approfondie de la ville de Brazzaville et générale du pays
- Aptitudes à la communication et relationnelles
- Politesse, courtoisie et bonne présentation
- Qualités personnelles : discrétion, honnêteté, sens de la responsabilité et de la confidentialité.

Constitution du dossier de candidature:

Le dossier de candidature devra comprendre :

- Une lettre de motivation non manuscrite,
- Un C.V détaillé avec photographie,
- Un certificat de nationalité et un casier judiciaire
- Certificat médical,
- Une copie des diplômes et permis de conduire,
- Des copies des attestations ou certificats de travail des anciens employeurs, Les candidats intéressés doivent déposer leurs candidatures le 04 novembre 2014 au plus tard à 16 heures, et portant clairement la mention : « **Avis de vacance de poste/ Chauffeur PARFTS** », à Monsieur le Coordonnateur du Projet d'Appui à la Refondation de la Formation en Travail Social (PARFTS), à l'adresse ci-après : 2 bis rue Bonga, Mougali, Siège de la Circonscription d'Action Sociale de Mougali (maison en étage), Direction : avenue de la paix vers Moukondo, Arrêt de bus CEG MATSOUA.

N.B : Seuls les candidats répondant au profil du poste seront contactés.
Brazzaville, le 24 octobre 2014

Le Coordonnateur du PARFTS

Sylvain Ernest MOUYEDI

OFFRE D'EMPLOI

AMBASSADE DES ETATS-UNIS A BRAZZAVILLE
NUMERO D'ANNONCE : 013/2014

OFFRE D'EMPLOI pour le poste de: Electricien
Grade du Poste: FSN-04 (Grille salariale des employés locaux de l'Ambassade des Etats-Unis)

DATE D'OUVERTURE: jeudi 23 Octobre 2014;
DATE DE CLOTURE: jeudi 06 novembre 2014
Nature du contrat : Contrat à Durée indéterminée (CDI), après la période probatoire (période d'essai).

L'Ambassade des États Unis à Brazzaville recherche un (1) individu ayant un brevet d'études techniques (B.E.T) ou équivalent en électricité ou en génie électrique ; un niveau acceptable de la langue anglaise (Niveau 2) ainsi que les compétences professionnelles requises pour travailler dans la section en charge de l'entretien et de la maintenance des installations et des équipements.

L'intéressé(e) aura entre autres tâches: d'installer des panneaux électriques, des commutateurs de transfert automatiques, des régulateurs de tension automatiques. Il (Elle) effectuera également des câblages intérieurs et extérieurs. Il (Elle) assurera en outre l'entretien des appareils électro-ménagers dans les résidences. L'intéressé (e) exécutera également d'autres tâches sur instruction de son superviseur. Un

test est prévu, pour les candidats qui seront présélectionnés. Les candidats dont les dossiers ne seront pas retenus pour ce test ne seront pas contactés.

Pour postuler, prière de visiter notre site internet: <http://brazzaville.usembassy.gov/job-opportunities.html>.

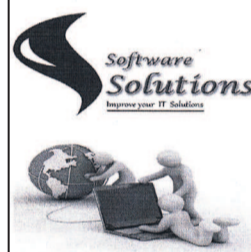
Pour de plus amples informations concernant cette offre d'emploi, prière de contacter le bureau des Ressources Humaines aux numéros suivants : 06-612-2073 / 06-612-2133 / 06-612-2143 / 06-612-2109

Par courrier électronique (E-mail) à l'adresse suivante : BrazzavilleHR@state.gov

Veillez adresser vos candidatures en Anglais uniquement.

N.B : LES DOSSIERS DEVRONT ÊTRE COMPLETS, LES DOSSIERS INCOMPLETS NE SERONT PAS ACCEPTÉS ET SERONT DONC REJETÉS.

Merci de votre intérêt et Bonne chance!



Software Solutions

L'intégrateur de solutions pour vos outils d'aide à la décision

Software Solutions est une société de services et d'ingénierie informatique (SSII) basée au Congo et qui exerce dans le domaine de l'intégration des solutions de gestion et des formations.

Nous fournissons des prestations de services, de conseils, d'audit et de mise en œuvre des systèmes d'informations ainsi que des services d'assistance et de maintenance de nos solutions de gestion et de celles de nos partenaires.

Nos Missions

Dans l'optique d'être toujours le leader, notre société a pour politique :

- ♦ D'accompagner le client durant tout le cycle de réalisation de leurs projets de système d'information.
- ♦ Mettre à disposition de nos clients des consultants expérimentés qui ont une maîtrise parfaite du métier et de la technologie.
- ♦ Mettre également à disposition une ingénierie d'accompagnement adaptée à votre entreprise.
- ♦ De retenir comme partenaire éditeur ceux qui nous offrent l'accès aux compétences les plus élevées sur leurs technologies.

Nos Services

couvrent la problématique du système d'information de gestion :

Systèmes d'information de gestion, Etudes & Conseil, Formation et Sous-Traitance

Notre Offre en logiciels de gestion :

Pour vos besoins spécifiques nous vous offrons une large gamme de solutions

SAGE <ul style="list-style-type: none"> • Comptabilité • Gestion commerciale • Paie et RH • Immobilisation • Trésorerie..... 	SAP <ul style="list-style-type: none"> • Business One • All In One 	SIVECO <ul style="list-style-type: none"> • GMAO • Maintenance • Stock 	Self Business Solutions <ul style="list-style-type: none"> • Transport • Software Reports • Badgeuse 	CLEMSYS <ul style="list-style-type: none"> • Gestion des caisses tactiles
---	--	---	---	--

255-256 Avenue des premiers jeux africains B.P. : 2760 Brazzaville République du Congo
Tél: 05 301 00 19/ 05 301 93 68
contact@softwaresolutions.com
www.softwaresolutions.com

PARCELLE AVEC MAISON À VENDRE

Parcelle avec maison à vendre derrière la Télé Congo (Nkombo) 5ème parcelle après le goudron arrêt de bus la ferme.

Téléphone : 05 644 27 88

Prix : 150.000.000 francs à débattre.

FORMATION

Les étudiants congolais s'envolent pour Cuba

Conduite par le directeur du cabinet du ministre de la Santé et de la population, Jean Philippe Gakosso, la deuxième vague de 706 apprenants congolais inscrits en médecine générale dans les universités cubaines a quitté Brazzaville dans la nuit du 26 au 27 octobre par l'aéroport international Maya-Maya

En effet, le départ s'est dessiné après une longue journée d'attente au palais des Congrès, due aux formalités administratives. C'est finalement aux environs de 4 heures que les deux avions de la compagnie nationale ECAir ont embarqué 706 étudiants retenus dont 671 pour le compte du ministère de la Santé et 35 au nom de la Force publique dans la perspective de la construction de l'hôpital des armées. Ils y passeront 7 ans d'études à la Havane.

Malgré cette longue journée d'attente en présence de nombreux parents ayant accompagné leurs enfants, certains étudiants n'ont pas perdu de moral. « J'ai quand-même aimé l'organisation qui est bonne, toutes les conditions sont réunies et nous sommes bien reçus. Nous partons pour Cuba rien que pour les études, ce ne sera pas pour impressionner les gens, mais pour combler le déficit en médecin au Congo, donc participer à l'évolution de notre pays, surtout à son émergence d'ici à 2025. J'ai un cœur net et je suis fière d'y aller pour représenter mon pays entant que Congolaise », s'est réjouie l'étudiante Mbanga-Ngapo.

« Je suis vraiment heureuse

de ce que le président de la République a entrepris pour nous, car nous avons eu la chance et les conditions sont réunies. Nous allons pour une bonne formation dans un pays dont la renommée internationale dans le domaine de la médecine est connue et je souhaite revenir au pays pour y travailler un jour », s'est confié une autre étudiante. L'actualité étant dominée par l'ampleur de la fièvre hémorragique à virus Ebola qui sévit en Afrique de l'Ouest, occasionnant plus de 5 000 morts, tous les étudiants inscrits dans les universités cubaines ont été soumis aux prélèvements de température avant leur départ. C'est ce qui justifie la présence au palais des Congrès des équipes du ministère de la Santé conduites par le Dr Innocent Osseté, chef de service aux Grandes endémies. « Pour assurer nos amis Cubains, nous prenons la température ici. Nous avons conseillé aux enfants de faire des gouttes épaisses, d'autres ont pris directement des antis palus. Mais sur place, ils feront des examens, notamment la parasitologie », a expliqué Dr Innocent Osseté, rappelant qu'aucun cas d'Ebola n'a été notifié au Congo.

Rappelons que les 706 étudiants qui sont partis après la première vague de 500 l'année dernière, ont été sélectionnés selon les critères précis.

En effet, pour être retenu, il fallait être en bonne santé, avoir au plus 23 ans d'âge et être détenteur d'un baccalauréat D, C, E, F2, F3 obtenu en 2013 ou 2014.

Parfait Wilfried Douniama

SANTÉ PUBLIQUE

Lancement des activités de la deuxième phase de la réponse nationale au VIH/Sida

D'un montant estimé à plus de 3, 5 milliards FCFA, la deuxième phase du projet « Appui au renforcement de la réponse nationale au VIH auprès des populations les plus à risques en République du Congo », concerne les départements de Brazzaville, Pointe-Noire, Niari, la Cuvette, la Bouenza, la Lékoumou et la Sangha.

Financé par le Fonds mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme, ce projet est destiné à réduire de moitié les nouvelles infections au sein des populations clefs, notamment les professionnels du sexe, les homosexuels et la population carcérale. Il vise aussi à réduire de 5% les nouvelles infections chez les enfants ainsi qu'à soutenir 1 550 enfants infectés. En effet, les études menées par le Conseil national de lutte contre le Sida (CNLS) indiquent que la prévalence du VIH est très élevée auprès de ces groupes à risques.

Cette subvention attribuée par le biais du Comité de coordination nationale (CCN) des projets financés par le Fonds mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme est confiée à la Croix-Rouge française et au Secrétariat exécutif permanent du CNLS, en leur qualité de principaux bénéficiaires. Pour atteindre les objectifs fixés, la Croix-Rouge française a signé, le 23 octobre à Brazzaville, des protocoles d'accord avec dix sous-bénéficiaires devant mener l'opération sur le terrain. Il s'agit, entre autres, de la Croix-Rouge congolaise, l'Association de soutien de groupe vulnérable, l'Action de secours d'urgence et de développement humain, le Réseau national des associations des positifs du Congo ainsi que les associations serment universel de Brazzaville, Dolisie, Ouessou.

Rappelant les objectifs du programme, le chef de délégation de la Croix-Rouge française en République du Congo, Jérémie Sibeoni, a insisté sur les notions de transparence, de bonne gestion et de rigueur. Selon lui, le Fonds mondial est un bailleur exigeant, qui n'hésite pas à couper des subventions lorsque cela s'avère nécessaire. « Nous sommes engagés, ensemble, dans un programme qui doit permettre



Jérémie Sibeoni et Christian Sédar Ndinga signant le protocole d'accord/credit photo Adiac;

de réduire considérablement l'impact du VIH/Sida au Congo. C'est une responsabilité qui nous engage et à laquelle il nous faut répondre avec détermination », a indiqué Jérémie Sibeoni.

« La coordination nationale n'acceptera plus de l'amateurisme »

Le président du CCN-Congo, Julien Makaya Ndzoundou, a, de son côté, exhorté les bénéficiaires principaux ainsi que les sous-bénéficiaires de tout mettre en œuvre pour produire les résultats de qualité, dans les délais prescrits. Les bénéficiaires principaux doivent, selon lui, faire preuve de rigueur dans le suivi des agences d'exécution et, si nécessaire, demander le remplacement express de tout sous-récepteur qui ne s'adapterait pas aux exigences contractuelles. « La subvention actuelle a été obtenue après des négociations avec le Fonds mondial qui considère le Congo comme un mauvais élève, au regard du contexte défavorable de mise en œuvre des subventions doublées des faiblesses notoires des bénéficiaires et des sous-récepteurs, dans la gestion programmatique et financière. Le

CCN, en sa qualité d'organe de coordination nationale, n'acceptera plus de l'amateurisme dans la gestion des subventions », a-t-il martelé.

Il a, par ailleurs, mis en garde tous ceux qui tenteront de violer intentionnellement les normes et procédures ainsi que les sous-récepteurs qui ne seraient pas en mesure de justifier les dépenses réalisées sur les fonds du projet. Ils s'exposeront cette fois-ci, a-t-il promis, aux poursuites judiciaires. « Nous estimons que les sous-récepteurs ont été choisis sur la base de leur expertise et que le Congo peut compter sur leur savoir-faire pour stabiliser, voire, réduire les effets de l'infection à VIH auprès des groupes les plus à risques », a espéré Julien Makaya, mettant la société civile devant ses responsabilités.

Rappelons que le rapport de l'audit des subventions, publié en 2013, par le Bureau de l'inspecteur général du Fonds mondial, soulignait en plus des faibles performances, des dysfonctionnements importants au niveau procédural. Il notait également des dépenses inéligibles que l'État congolais doit rembourser à l'échéance du 31 décembre prochain.

P.W.D.



Institut Africain de
Perfectionnement et de
Renforcement des Capacités

INSCRIPTION

Téléphone : +242 06 913 81 45 / +242 06 992 04 91
E-mail : inscription@iprc-training.org
Site web : www.iprc-training.org
BP: 537 Brazzaville - République du Congo

FORMATION – CONSEIL – ASSISTANCE TECHNIQUE

Une Expertise à votre portée

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise à Brazzaville des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions et pour tous renseignements, contactez- nous aux numéros indiqués ci-dessus ou par email.

CODE	INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
EP13	Qualité, Hygiène, Sécurité, Environnement	5 jours	03 au 07 novembre 2014
GMP02	Passation des marchés publics (Travaux, fournitures et services)	5 jours	10 au 14 novembre 2014
EP01	Gestion efficace des archives et classements	5 jours	17 au 21 novembre 2014
BTP01	Assurer la fonction de chef de chantier Bâtiment et travaux publics	4 jours	24 au 27 novembre 2014

COOPÉRATION

Des Anciens combattants du Cameroun en séjour à Brazzaville

Trois membres de l'Office national des Anciens combattants et anciens militaires et victimes de guerre du Cameroun ont posé le pied sur le sol congolais le 23 octobre dernier. La délégation est conduite par le Colonel Alfred Fuller.



Les anciens combattants camerounais et congolais

Aussi, vendredi, les Camerounais étaient reçus à Bacongo au foyer des Anciens combattants Charles de Gaulle, par les Congolais avec à leur tête le Colonel Pierre Obou, directeur général de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC) du Congo. De nombreux invités, hommes et veuves, ont donné un cachet particulier à cette cérémonie marquée par trois temps forts. D'abord les discours dont celui de bienvenue du directeur général de l'ONAC qui dans son mot de bienvenue a évoqué les liens d'amitié et de coopération qui lie les deux

institutions combattantes et s'est félicité du fait que presque trois mois après sa visite au Cameroun que son homologue l'honore en répondant promptement à son invitation. « *Au-delà de cette visite, c'est la fixation des repères et la consolidation du partenariat que nous voulons toujours fructueuse et fructueux* », a-t-il poursuivi. Ensuite, le mot de circonstance du Colonel Alfred Fuller qui a vivement remercié la délégation congolaise de l'accueil qui leur a été réservé et s'est félicité de l'initiative de cette dernière.

Le deuxième temps fort est l'exé-

cution des deux hymnes nationaux, notamment la Marseillaise et la Congolaise. Notons qu'une visite de l'atelier de couture a sanctionné la rencontre entre les deux institutions.

La cérémonie s'est achevée dans une ambiance festive autour d'un cocktail partagé en toute convivialité. Par ailleurs, peu avant cette rencontre, la délégation camerounaise a été reçue par le général de brigade, Victor Moukanda, en sa qualité de haut-commissaire aux vétérans et aux victimes des conflits armés.

Guillaume Ondzé

LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA

Les droits fondamentaux des peuples autochtones mis à rude épreuve

Le plaidoyer est de Michel Makita, qui pense que le Congo possède aux plans central et périphérique des structures opérationnelles qui pourront contribuer à la mise en œuvre des stratégies susceptibles d'endiguer le Sida.

Pour Michel Makita, le cadre stratégique national de lutte contre le sida et les ISTR 2009-2013 a révélé des effets néfastes de cette pandémie sur le développement socioéconomique du Congo, en mettant en évidence les progrès significatifs réalisés au cours de cette période, notamment en termes de disponibilité des services de prévention et d'accès aux soins pour les personnes vivant avec le VIH. Et parmi les populations les plus vulnérables, il sied d'intégrer les peuples autochtones qui ne bénéficient pas de façon régulière des services de communication pour la prévention contre le VIH/Sida et des autres services de conseil et dépistage volontaire, ainsi que de prise en charge syn-

dromique des infections sexuellement transmissibles.

En tenant compte de ce qui précède, les peuples autochtones sont dans une certaine mesure marginalisés et ne figurent pas prioritairement dans les plans d'action de lutte contre le Sida. Très souvent, ils ne possèdent pas eux-mêmes les aptitudes nécessaires pour pouvoir, à bon escient assurer la promotion de leurs droits et ceux des personnes vivant avec le VIH en leur sein. De ce point de vue, les jeunes filles autochtones sont pour la plupart compatissantes aux sollicitations des jeunes bantous qui peuvent être capables de perpétrer des viols sans pour autant être passibles de poursuite judiciaire. Ces jeunes filles, même en état de gestation, se résignent le plus souvent à leur triste sort par peur des représailles corporelles de la part de leurs auteurs, des injures de toutes sortes et voire même de menaces de mort. Cela est d'autant plus dommageable

que ces jeunes auteurs des viols sont quelques fois en groupes et considèrent cela comme étant une norme. Ce cadre stratégique dont parle Michel Makita, fait mention, parmi les groupes les plus vulnérables, des peuples autochtones. Il ressort que ceux-ci, notamment les femmes sont abusées par certains bantous. Ici l'usage des préservatifs est faible. Ce, au grand malheur des femmes autochtones qui se trouvent exposées au Sida. Par conséquent, à l'effet de réduire la discrimination et les injustices que vivent ces peuples le gouvernement de la République a publié la loi n°30-2011 du 3 juin 2011 portant la lutte contre le Sida et protection des droits des personnes vivant avec le VIH. Ainsi, il serait donc nécessaire aux uns et autres d'adopter des nouveaux comportements vis-à-vis des peuples autochtones, désormais des citoyens à part entière de la société congolaise.

Bruno Okokana

LUTTE CONTRE EBOLA

Des vaccins seront bientôt testés dans les pays les plus touchés

Des tests sur des vaccins seront menés si possible en décembre au Liberia, en Guinée et en Sierra Leone, a annoncé à Genève le Dr Marie-Paule Kieny, directrice générale adjointe de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

S'ils sont efficaces, des centaines de milliers de doses de vaccins pourraient être envoyées en Afrique occidentale d'ici à la fin du premier semestre 2015, a précisé le Dr Kieny au cours d'une conférence de presse. En ce moment, des tests sont en cours aux États-Unis, en Grande-Bretagne et au Mali, et d'autres doivent commencer prochainement en Suisse et en Allemagne, a-t-elle ajouté. Au Mali, la fillette de deux ans identifiée comme le premier cas au Mali, est décédée le 24 octobre. Elle était rentrée le 19 octobre de la Guinée voisine avec sa grand-mère, qui a été placée en quarantaine. « *Malgré les efforts considérables déployés par les services de santé, l'enfant malade a finalement succombé ce vendredi 24 octobre 2014* », précise un communiqué du ministère de la Santé.

De son côté l'OMS a annoncé qu'elle « *considère la situation au Mali comme une urgence. L'état de l'enfant pendant le trajet en autocar est particulièrement inquiétant, car il a présenté de multiples occasions d'exposition, y compris à haut risque, impliquant un grand nombre de personnes* ». Une enquête préliminaire a identifié 43 contacts proches et non protégés, dont 10 personnels de santé, qui sont également suivis en isolement, selon un communiqué de l'OMS. Cependant, l'OMS a salué la « *réaction rapide des autorités maliennes* », s'est féli-

citée de la présence dans le pays d'équipes de l'organisation et des Centres fédéraux américains de contrôle et de prévention des maladies (CDC) présentes pour préparer le pays à l'éventualité d'un cas en provenance des pays voisins touchés par l'épidémie.

La Côte d'Ivoire, voisine de la Guinée et de la Sierra Leone, est parvenue jusqu'à présent à échapper à la contamination. Un aide-soignant guinéen potentiellement contaminé qui serait entré clandestinement dans le pays était rapidement recherché. Pour enrayer totalement l'épidémie, l'Union européenne va augmenter son aide financière à un milliard d'euros, a annoncé le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, lors d'un sommet des chefs d'État et de gouvernement à Bruxelles. Après l'appel à la générosité lancé par le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, la Grande-Bretagne et la Suède ont annoncé le versement de 47 millions de dollars à un fonds spécial des Nations unies pour lutter contre Ebola. La Chine a annoncé qu'elle donnera 82 millions de dollars.

La présidente de la Commission de l'Union africaine (UA), Dlamini-Zuma avait annoncé que la République démocratique du Congo (RDC) s'était engagée à envoyer 1.000 personnels de santé, s'ajoutant aux quelque 600 déjà promis par les pays d'Afrique de l'Est. L'Union africaine a annoncé que l'Éthiopie comptait envoyer 200 professionnels de santé dans les zones touchées. Selon l'OMS, l'épidémie a franchi le cap des 10.000 cas, dont près de 4.900 morts. Mais elle croit à une « *inflexion dans la courbe* » de progression d'Ebola d'ici à la fin de l'année.

Yvette Reine Nzaba

REMERCIEMENTS

M. Jules César Ollebi, agent des *Dépêches de Brazzaville*, Maître Hollywood Rohabb Héritier Clotaire Mongouangoh, les familles: Maniobo, Evongo, Midiko, Mossama, Moune-melle, Monguembe, Bondonguy, Bongonguy, Motenda, Mowangui, Eniamolat, Madame Bazinga Euphrasie et les enfants Mongouangoh remercient le Commandement de la garde Républicaine et le personnel, tous les parents amis et connaissances qui les ont assistés moralement, matériellement et financièrement lors du décès de leur enfant Mougouangou Jean Louis, décès survenu le 7 octobre 2014 à l'hôpital Militaire Pierre Mobengo de Brazzaville des suites d'une maladie. Que tous trouvent ici l'expression de notre profonde gratitude.



LEBENBAY

Immigrer, vivre, travailler ou étudier aux USA. Loterie DV-VISA USA

Date limite le 3 novembre 2014
Téléphone : 05 588 69 76 / 06 505 28 25



Bureau D'évaluation de la FAO
Évaluation du projet « Appui à la mise en œuvre du Programme national pour la Sécurité alimentaire »
UTF/PRC/004/PRC
Appel à manifestation d'intérêt

But et objectif de l'évaluation

L'évaluation a pour but de fournir à toutes les parties prenantes, notamment le Gouvernement du Congo et la FAO à tous les niveaux concernés, une analyse indépendante et rigoureuse sur les résultats atteints du projet et leurs qualités par rapport aux objectifs escomptés.

Cette évaluation a pour objectif d'effectuer une analyse globale et indépendante des résultats obtenus à la date de l'évaluation par le projet, mais aussi il sera fait une appréciation relative à la méthodologie de mise en œuvre (au niveau institutionnel, administratif, opérationnel, etc).

Dans le rapport d'évaluation se formuleront des recommandations sur les grands axes stratégiques et opérationnels qui permettront une pérennisation de l'action. Des enseignements devront être tirés des difficultés rencontrées et des performances réalisées.

Contexte

1. L'accord de projet UTF/PRC/004/PRC signé entre le Gouvernement de la République du Congo et la FAO concerne la fourniture de services d'assistance technique.

2. Suite à une phase pilote du Programme spécial pour la sécurité alimentaire (PSSA) menée de 2001 à 2006 dans le cadre du projet UTF/PRC/001/PRC, le Gouvernement a formulé et adopté un Programme national pour la sécurité alimentaire (PNSA) dont l'objectif essentiel vise à aider le Congo à améliorer sa sécurité alimentaire grâce à une augmentation rapide de la productivité et de la production, une intensification et une diversification de la production vivrière en les associant à d'autres mesures devant assurer aux populations un accès adéquat à des denrées alimentaires de qualité, tout en préservant les ressources de base.

3. Le PNSA dont la durée est de cinq ans, 2008/2012 pour un budget total initial requis de 42.2 milliards de FCFA est composé de huit sous-programmes divisés en composantes à savoir:

- valorisation des ressources naturelles de base incluant la maîtrise de l'eau;
- intensification des cultures surtout vivrières;
- productions urbaines et périurbaines dont le maraîchage et l'élevage à cycle court;
- diversification des systèmes de production dont la pêche artisanale et la pisciculture
- commercialisation et transformation;
- santé et éducation nutritionnelle dont les micro-jardins, les jardins et cultures hydroponiques, l'éducation nutritionnelle, l'hydraulique villageoise;
- aide alimentaire et dispositif de veille, d'alerte et de réponses aux crises;
- mesures d'accompagnement dont les finances rurales et la distribution d'intrants.

4. La sécurité alimentaire est multidimensionnelle et intersectorielle. Le PNSA implique plusieurs ministères et peut être mis en œuvre à travers divers sous projets et devra donc être exécuté selon une approche programme et non comme un projet. C'est pourquoi, le Gouvernement a adopté un mécanisme institutionnel qui prévoit que chaque ministère concerné prendra en charge et assurera la responsabilité technique des sous-programmes et/ou composantes relevant de son domaine de compétence en confiant l'exécution à leurs directions centrales/départementales déconcentrées. Celles-ci devront travailler en étroite collaboration avec les autorités administratives, les organisations de producteurs, le secteur privé ainsi que les autres projets intervenant dans les mêmes zones en vue d'harmoniser leur approche et développer des synergies pour accroître leur impact sur l'amélioration des conditions de vie et de sécurité alimentaire des producteurs de la zone.

5. Ce mécanisme institutionnel du PNSA, outre la création d'un Comité national pour la sécurité alimentaire (CNSA) et de divers comités techniques de suivi, a également prévu la mise en place d'une équipe légère de coordination nationale du PNSA (trois à quatre membres) qui sera chargée d'animer et de coordonner les diverses interventions/projets en étroite concertation avec les divers Ministères, les autres institutions et partenaires associés au financement et/ou à la mise en œuvre du PNSA dont le présent projet d'accord portant sur l'assistance technique de la FAO incluant le programme de Coopération Sud-Sud (CSS).

6. Pour la mise en œuvre du PNSA, le Gouvernement a adopté un cadre opérationnel et alloué sur ses fonds propres un budget total de 17 milliards de FCFA dont 9 milliards de FCFA en 2009 sur lesquels seront prélevés 1.5 milliards de FCFA, soit 3 125 000 USD pour financer, dans le cadre du présent projet UTF/PRC/004/PRC, l'assistance technique de la FAO sur deux ans, 2009/2010 incluant le programme de CSS avec le Viet Nam d'abord puis également avec la Chine.

7. Les services à fournir par la FAO, dans le cadre du présent accord consistent à appuyer le Gouvernement, à travers l'équipe nationale de coordination, dans la mise en œuvre et la gestion du PNSA à travers i) des missions d'appui technique de ses fonctionnaires dans des domaines bien précis et dont les grandes lignes des termes de référence sont décrites en annexe, des consultations, des contrats de sous-traitances et autres activités selon les besoins du PNSA et ii) la sélection, selon les profils également décrits en annexe et la mise en place de cinq (5) experts et de vingt-cinq (25) techniciens du programme de CSS avec le Viet Nam et ce, dans la limite du budget mis à sa disposition par le Gouvernement.

8. Dans le cadre de la convention de l'accord entre la FAO et le Gouvernement du Congo, il est prévu que durant la mise en œuvre du projet, une évaluation finale concernant la mise en œuvre du PNSA sera réalisée. Cette évaluation aura respectivement comme objet de juger la pertinence des actions menées en fonction des objectifs à atteindre et de vérifier la qualité de l'utilisation des fonds mis à la disposition de la FAO. Les termes de référence de cette mission seront approuvés par le Gouvernement et la FAO. Le recrutement des consultants indépendants suivra la procédure de la FAO.

Principaux résultats enregistrés

9. Après avoir connu une restriction de sa zone de couverture qui est passée de 12 départements à 4 (Bouenza, Pool, Plateaux et Cuvette), les principaux résultats enregistrés se présentent comme suite par sous-programme :

Sous-programme 1 : Valorisation des ressources naturelles de base incluant la maîtrise de l'eau :

10. Sous ce sous-programme, un périmètre maraîcher couvrant environ 3ha a été mis en place dans la ville d'Owando, département de la Cuvette. Plus de 25 exploitants jeunes ont pu trouver un emploi rémunérateur et cette ville est désormais fournie en légumes frais qui participent à l'amélioration des régimes alimentaires des populations. Parallèlement au maraîchage, un élevage porcin est développé sur ce même site et sert de source d'approvisionnement en fumier pour le maraîchage d'une part et de production de viande porcine pour la population d'autre part. Son développement exige de nos jours une extension des bâtiments d'exploitation.

Sous-programme 2 : Intensification des cultures vivrières

11. Un accent particulier a été mis sur le développement de la culture de manioc, aliment de base, qui a permis au projet d'effectuer la distribution de boutures saines aux producteurs de manioc isolés ou regroupés en associations. Dans les départements des Plateaux et de la Cuvette, plus 840.000 boutures ont été distribuées à 18 groupements et 68 individualités, pour couvrir 84 ha. Parallèlement à ces activités, le projet a signé des protocoles d'accord avec des structures spécialisées de la place pour la production intensive de maïs (25 ha), du soja (5ha) et des boutures saines de manioc (24 ha). Il s'agit du Centre national des semences améliorées (CNSA) et de l'Institut national de Recherche Agronomique (IRA). Au sujet du manioc, une opération de mise en place de parcs à bois est en cours d'élaboration sur l'ensemble de la zone d'intervention du projet dont 30ha sont actuellement ouverts dans le département du Pool. Dans le département de la Bouenza et du Pool, le projet a soutenu le développement de la culture d'oignon en appuyant, entre autres producteurs, les groupements de Ngandou et Grâce de Mbinda qui, ayant respectivement reçu 500g de semence d'oignon, ont récolté à chacun plus d'une tonne.

Sous-composante 4 : Diversification des systèmes de production :

12. Sous ce sous-programme, le projet a mis en place un verger d'un ha à Djambala dans le département des Plateaux. Ce verger servira de point d'approvisionnement en fruits aux populations locales et alimentera également les marchés des villes.

Sous-composante 5 : Commercialisation et transformation

13. Dans le souci d'alléger la pénibilité du travail des femmes dans les opérations de transformation des produits agricoles, le projet a distribué dans sa nouvelle zone de couverture 60 broyeurs dont 40 broyeurs de manioc et 20 broyeurs mixtes (maïs et manioc). Cette opération a permis de réduire de manière considérable le temps consacré par les femmes dans les opérations de transformation des produits agricoles. La demande reste encore forte.

14. Dans le but de développer les synergies entre les différents projets appuyés par la FAO, 30 décortiqueuses de riz sont actuellement en cours d'installation dans les grands bassins de production de cette céréale, y compris dans la zone couverte par le PNSA. Cette distribution des décortiqueuses va contribuer dans les années à venir à l'amélioration de son niveau de production locale.

Méthodologie de l'évaluation

L'évaluation adhèrera aux normes et standards de l'UNEG.

L'évaluation adoptera une approche consultative et transparente avec les parties prenantes internes et externes tout au long du processus d'évaluation. La triangulation des données et des informations rassemblées étayera la validation de celles-ci ainsi que leur analyse, et appuiera les conclusions et recommandations.

L'évaluation utilisera, entre autres, les outils suivants : examen des documents existants, entretiens semi-structurés avec les informateurs clés, parties prenantes et participants, appuyés par des listes de contrôle et/ou des protocoles d'entretien; observation directe lors des visites de terrain; enquêtes et questionnaires.

L'évaluation analysera également l'intégration des considérations de parité hommes-femmes dans la conception, la gestion et dans les résultats du projet.

Plan de travail indicatif pour l'évaluation

Tâche	Calendrier	Durée	Responsabilités
Finalisation des TdR	Sep 2014		FAO Congo/OEDD
Identification et recrutement des consultants	Oct-Nov	1 Mois	OEDD
Organisation des missions	Oct-Nov	15 Jours	OEDD/FAO Cong
Mission d'évaluation sur Congo	17 Nov-1 Dec	14 Jours	EE
Brouillon du rapport d'Évaluation	19 Dec	15 Jours	EE

Équipe d'évaluation

Les membres de la mission n'auront pas eu d'implication directe précédente dans la formulation, la mise en œuvre ou l'appui de l'initiative. Tous devront signer le formulaire de déclaration d'intérêts du Bureau de l'évaluation de la FAO.

L'équipe devra constituer le meilleur éventail possible et disponible, de compétences requises pour évaluer le projet et aura, dans son ensemble, une expertise dans tous les domaines mentionnés ci-dessous:

- Familiarité avec les objectifs du PNSA liée à la sécurité alimentaire des populations rurales ;
 - Compréhension des questions de gouvernance, politiques, économiques et institutionnelles associées sécurité alimentaire dans le Congo;
 - spécialisation dans le domaine de la production végétale et/ou animale relatif à la sécurité alimentaire en matière d'évaluation
 - une expérience en institutions et en renforcement des capacités
 - spécialiste en sécurité alimentaire
 - Expérience confirmée dans l'évaluation de projets d'assistance technique.
- En outre, et dans la mesure du possible, l'équipe d'évaluation sera équilibrée en termes de représentation géographique et de parité hommes-femmes pour assurer la diversité et la complémentarité des points de vue. Elle sera provisoirement composée de:
- Un Chef d'équipe possédant une vaste expérience dans l'évaluation des programmes de développement et avec expérience démontrable international/régional; et
 - un expert national.

Tous les membres de l'équipe auront un diplôme universitaire et un minimum de 10 années d'expérience professionnelle, ou niveau de compétence équivalent, dans leurs domaines de spécialisation respectifs. Les termes de référence individuels seront développés en référence aux termes de référence globaux, au moment du recrutement de chaque membre de l'équipe.

Les membres de l'équipe de l'évaluation ne devront pas avoir été impliqués, dans le passé, directement dans la formulation, la mise en œuvre ou l'appui technique de l'initiative. Ils devront tous signer le formulaire de «Déclaration d'intérêt» demandé par le Bureau de l'évaluation de la FAO (OED).

Experts nationaux, régionaux et internationaux satisfaisant les critères ci-dessus sont invités à soumettre une manifestation d'intérêt ainsi que leur curriculum vitae et une indication de la disponibilité sur la période de l'évaluation et de la rémunération prévue au Bureau de l'évaluation: Raquel.cabello@fao.org.

Date limite d'inscription: 31 Octobre 2014. Les candidats doivent démontrer des compétences d'entretien solides et une capacité à recueillir des informations et à écrire de succinctes analyses bien approfondies. L'analyse de genre sera exigée au moins à un des experts de l'équipe. Les femmes sont vivement encouragées à postuler.

DOSSIER DE CANDIDATURE

Le dossier de candidature (CV, PHF ou P11 à retirer à la réception de la FAO, copie du dernier diplôme et lettre de motivation non manuscrite) doit être envoyé, sous pli fermé (en précisant sur l'enveloppe la mention « Avis de vacance de Poste N°006/FRCON/2014 » et « l'intitulé du poste »), à

Mr le Représentant de la FAO

14, rue Behagle, Centre-ville
BP. 972
Brazzaville/Congo

PAUVRETÉ

« Trêve de verbiages, passons à l'action ! », presse le Vatican

À l'ONU, le Saint-Siège s'est insurgé contre les modèles de développement clé-en-main qui perpétuent la pauvreté au lieu de la combattre vraiment

La lutte contre la pauvreté et pour le développement durable passe par des stratégies concrètes et non par l'agitation de simples concepts ou des modèles tout-faits. Le représentant du Vatican à l'ONU, l'archevêque indien Bernadito Auza, n'a pas eu de mots assez durs jeudi à New York pour essayer de réveiller la conscience des nations devant la plaie béante de la pauvreté extrême. Il s'est insurgé contre toutes les solutions pensées ailleurs pour les pauvres, à partir de bureaux de confort et lointains. Il intervenait à une session de l'ONU consacrée à la lutte contre la pauvreté extrême.

« Aussi bien les analyses que les solutions doivent partir, pour être efficaces, de l'expérience de terrain et non des facilités prêt-à-porter, pas toujours dénuées d'arrière-fonds idéologiques », a-t-il soutenu. « Inclusion plutôt qu'exclusion ; solidarité plutôt que repli sur soi : voilà les voies de passage obligées de la lutte contre la pauvreté et pour asseoir un développement véritablement humain ». Il s'agit, a dit Mgr Auza, « d'une

remise en cause des modèles économiques qui créent de l'exclusion et des inégalités, contribuant à l'élargissement du fossé grandissant entre ceux qui ont tout et ceux qui n'ont rien ».

Il s'agit aussi, a-t-il ajouté, de questionner le modèle de travail dans la société d'aujourd'hui. « Et d'écarter ceux des modèles qui poussent des masses entières à l'exclusion du marché du travail. Or sans travail, il n'y a pas de possibilité d'échapper à la pauvreté ». Pour l'Observateur permanent du Saint-Siège, « l'antidote à l'exclusion économique, sociale, politique ou culturelle », c'est bien la participation de tous. Mgr Auza a également plaidé pour l'éducation des femmes et des jeunes filles. « Les enquêtes montrent que même dans la pauvreté, il existe des disparités entre hommes et femmes ; entre jeunes garçons et jeunes filles dans l'accès au travail. Or femmes et enfants sont ceux qui portent le plus gros du fardeau de la pauvreté dans le monde ». Le Vatican presse tous les États qui n'ont pas entamé de processus de rééquilibrage pour donner une vraie égalité de chances aux femmes et aux hommes de le faire. Car « il y a urgence », a soutenu le représentant du Vatican.

Lucien Mpama

Réseau d'Agences Allianz :

BRAZZAVILLE

Agent Général DIOKSON
1416, Avenue Loutassi - Plateau des 15 ans
Brazzaville - République du Congo
Tél. : +242 06 404 99 30 (Standard)
Email : g.diokouandi-allianz@diokson.com

Bureau de Brazzaville
Immeuble Ebatha - 2ème Etage
Marché Plateau, Centre-ville
République du Congo
Tél. : +242 05 012 95 54
+242 22 604 50 21
Email : allianz.congo@allianz-cg.com

POINTE-NOIRE

Agent Général MANTOT - SCAR
29, Av. de Mangoungou
B.P 4805 Pointe-Noire
République du Congo
Tél. : +242 06 622 78 69
Email : mantoteric@yahoo.fr

Agent Général LG Conseils
111, Av. Moe Vangoula
B.P 207 Pointe-Noire
République du Congo
Tél. : +242 06 818 20 60
Email : service.production-allianz@lg-cg.com

Allianz Congo Assurances
Siège social : Résidence Gabriella
Avenue Liguissi Pembellot
B.P. 340 Pointe-Noire - République du Congo
Tél. : +242 05 601 12 00
Email : allianz.congo@allianz-cg.com

www.allianz-africa.com

SA au capital de 1.000.000.000 FCFA entièrement libéré
Entreprise régie par le code CIMA et l'acte uniforme OHADA
RCCM : CG/PNR/12B387 / NIU : M2012110000051083



Allianz

Assurances et Réassurances du Congo

Nous vous accompagnons pour tous vos besoins en assurances.

ASSURANCE AUTOMOBILE ASSURANCE INDIVIDUELLE ACCIDENT

ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE ASSURANCE TOUS RISQUES (Chantiers, Montages et Essais)

ASSURANCE MALADIE ASSURANCE INCENDIE

ASSURANCE VOYAGE ASSURANCE MULTI-RISQUES HABITATION

ASSURANCE TRANSPORT ASSURANCE SCOLAIRE

ASSURANCE GLOBALE BANQUE

ASSURANCE MULTI-RISQUES BUREAU

Protégez votre entreprise dès maintenant!

Promotion spéciale

Ordinateurs portables **acer**

> Acer Aspire E1-570

Spécificités

- * Intel Core i5-3337U, Système Windows 8
- * 1.8 GHz with Turbo Boost up to 2.7 GHz
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **479.000** TTC

> Acer Celeron (Couleur Grise)

Spécificités

- * Intel Celeron, Processor (2.2 GHz), Windows 7
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **265.000** TTC

> Acer Aspire V5-131

Spécificités

- * Intel Celeron
- * Système d'exploitation Windows 7
- * 2 GB DDR3 Memory, 320 GB HDD
- * 11.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **259.000** TTC

Avenue Alphonse Fondere, Immeuble C.N.S.S, City-center, Centre-ville, Brazzaville, République du CONGO
Tel: 00242 05 381 34 34 / 06 881 34 34 - Courriel: info@terratech-cg.com - Web: www.terratech-cg.com

BRÉSIL

Dilma Roussef promet un nouveau cycle de développement

La présidente sortante du Brésil, Dilma Roussef, a été réélue le 26 octobre, pour un second mandat de quatre ans en recueillant 51,64% des voix au deuxième tour face au candidat du parti de la social-démocratie brésilienne, Aécio Neves qui a obtenu 48,36% des voix.

Après l'annonce de sa victoire, Dilma Roussef qui lors du premier mandat a accordé la priorité au social - le chômage ayant baissé pendant quatre ans - a dit depuis Brasília, la capitale politique du Brésil, qu'elle mettra son deuxième mandat à profit pour prendre des mesures drastiques visant à favoriser encore davantage le développement de son pays. « Une réélection, en particulier vise l'amélioration des actions de ceux qui ont été des dirigeants. Je sais que c'est ce que les gens disent quand ils réalisent un leader. Voilà ce que j'ai entendu dans les isolements. Voilà pourquoi je veux être une bien meilleure présidente que je

l'ai été jusqu'à présent. », a-t-elle déclaré.

Aujourd'hui, je suis beaucoup plus forte, plus sereine et plus mature, pour le travail que m'ont confié les Brésiliens. Brésil, une fois de plus, votre fille ne s'éloignera pas de la lutte, s'est-elle exclamée ! La première femme présidente de l'histoire du Brésil a profité de l'occasion pour adresser des remerciements à tous les Brésiliens en ces termes : « Je demande instamment à toutes les Brésiliennes et à tous les Brésiliens de nous unir pour notre patrie, pour notre pays et pour notre peuple. Je ne crois pas que ces élections aient divisé notre pays en deux. Mes premiers mots sont un appel à la paix et à l'union (...) Cette présidente est disposée au dialogue et ce sera mon premier engagement de ce second mandat ». Elle s'est par ailleurs engagée à combattre la corruption avec des peines plus dures mais aussi à promouvoir une réforme politique.

Le candidat malheureux à la présidentielle, Aécio Neves, a félicité Dilma Roussef pour sa réélection. « J'ai parlé à la présidente réélue il y a peu de temps par téléphone et je lui ai souhaité plein succès dans l'administration de son prochain gouvernement. Je réaffirme que ce que je pense devrait être notre plus grande priorité, à savoir unir le Brésil sur la base d'un projet honorable qui donne de la dignité à tous les Brésiliens. », a-t-il indiqué.

Née le 14 décembre 1947, à Belo Horizonte (Brésil), Dilma Rousseff est une économiste. Avant d'accéder à la magistrature suprême, elle fut chef du cabinet du président Luiz Inacio Lula Dasilva à partir de 2005. Dilma Rousseff a été candidate de l'élection présidentielle de 2010 qu'elle avait remportée au second tour du scrutin, le 31 octobre face au candidat social démocrate Jose Serra. Elle sera investie dans ses fonctions le 1^{er} janvier prochain 2015.

Nestor N'Gampoula

LIVRES

Mon labyrinthe de Destinée Doukaga en librairie

Destinée Doukaga vient de rejoindre le giron des écrivains congolais avec la publication chez edilivre de « Mon labyrinthe », une autobiographie présentée et dédicacée le 21 octobre à Brazzaville. C'était en présence de Rosalie Kama Niamayoua présidente du forum des femmes éducatrices d'Afrique.

Mon labyrinthe retrace l'itinéraire de Destinée Doukaga depuis son adolescence jusqu'à son entrée à l'université. La singularité de l'aventure de l'auteur est marquée par sa condition d'orpheline. N'ayant pas connu son père, elle perd aussi sa mère très tôt, la laissant dans la précarité la plus absolue. Elle a dû se tirer d'affaire avec l'assistance d'un certains nombres de personnes, mais également avec l'opiniâtreté et la volonté de réussir. Car ayant très tôt compris qu'elle pouvait compter sur sa propre détermination « C'est un écrit de formation dans la mesure où elle relate l'aventure scolaire absolument brillante de l'auteur; en partant de l'aventure de son apprentissage de la vie et cette aventure qui se fait également dans le cadre de l'apprentissage de la littérature ». a précisé André Patient Bokiba qui en a fait la critique. « Également, on peut esquisser les rapports avec les jeunes hommes dans un contexte de notre pays où souvent le harcèlement sexuel ou bien les turbulences de l'adolescence viennent à bout des projets des jeunes filles. On trouve là dedans aussi un certain nombre de phrases qui définissent l'attitude de cette jeune écrivaine avec la question de Dieu », a-t-il poursuivi.

On trouve au long des 100 pages de cet ouvrage l'omniprésence de l'absence de sa mère dans le récit où l'on retrouve souvent la tentation de suicide, mais la naratrice a su le surmonter. À travers la couverture de Mon labyrinthe on trouve un parcours tortueux semé de méandres, on

se retrouve parfois au point de départ, faute de réussir mais il ya également cette photo faite au lieu de résidence de l'auteur qui montre sa possibilité de dépasser tout cela.

Le labyrinthe est au début du livre et aussi l'avant dernier mot du livre, mais dans un sens positif. L'auteur pense et prépare un roman qui sera cette fois-ci plus fictionnel. Estimant que ce labyrinthe n'est pas terminé, mais il promet des tonalités plus heureuses.

L'acte d'écrire constitue pour Destinée Doukaga une forme d'exutoire. Elle écrit pour respirer, purger la pression de la précarité, de la misère qu'elle ressent en elle. Une façon de se purger intérieurement mais également une façon de témoigner pour les autres. Le public qu'elle vise à travers son texte fortement autobiographique est celui représenté par les jeunes filles. Elle souhaite qu'elles lisent le livre pour comprendre que l'on peut réussir à force d'effort et d'opiniâtreté.

« Je félicite Destinée, ses écrits sont remarquables et je pense que dans la vie, si on n'a pas de modèle et d'objectif à atteindre, on ne va nulle part. à partir de ce moment on peut mettre en œuvre toute son énergie pour y arriver. Comme elle a eu à le dire je n'ai jamais cherché à savoir ce qu'était sa vie. Mais comme elle est rentrée dans la mienne je l'ai adopté et j'essayais de la suivre pendant sa formation. Pour lui montrer que toutes ses demandes n'étaient pas vaines lorsqu'elle a soutenu son mémoire d'ingénieure, je m'étais déplacée. C'est pour dire que les modèles peuvent être loin, mais lorsqu'ils sont près il faut s'en approcher », a confié Rosalie Kama Niamayoua, marraine de la jeune écrivaine.

Destinée Doukaga est née en octobre 1983 à Dolisie où elle a fait une partie de ses études, avant de se rendre à Pointe Noire et Brazzaville. Mon Labyrinthe est son premier ouvrage publié.

Hermione Désirée Ngoma

EPIDÉMIE EBOLA

Près de 1,1 milliard de dollars de dons collectés

Des gouvernements, ONG et particuliers ont promis 1,1 milliard de dollars de dons pour poursuivre la lutte contre l'épidémie d'Ebola.

Le premier contributeur est la Banque mondiale (BM - 400 millions de dollars), suivi du Royaume-Uni (200 millions de dollars), des États-Unis (170 millions de dollars), de la Banque africaine de développement (60

millions de dollars), la Commission européenne (50 millions de dollars la Chine (35 millions). S'ajoutent quelques millions de dons de particuliers dont la France (6,5 millions de dollars). Les privés, les millionnaires, fondations et ONG ont promis un total de 140 millions de dollars dont plus de 50 millions ont déjà été versés. Parmi les donateurs figurent les millionnaires du net dont

le PDG de PDG Facebook, Mark Zuckerberg et sa femme Priscilla Chan. Le couple a annoncé sur le réseau social un versement de 25 millions de dollars. L'autre fortune de l'Internet est le cofondateur de Microsoft Bill Gates qui a promis 50 millions de dollars aux agences des Nations unies et à des organisations internationales pour lutter contre l'épidémie Ebola.

Noël Ndong

LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

L'AFD octroie 280 millions d'euros pour favoriser la croissance

Pour la période 2014-2017, l'Agence française de développement (AFD), va investir 280 millions d'euros au Congo Brazzaville, notamment dans les secteurs de l'électricité, de gestion des déchets, de santé, de protection sociale, des forêts, de drainage et des infrastructures. En juillet dernier, l'AFD annon-

çait l'octroi de financements d'un montant de 9,2 milliards d'euros aux pays d'Afrique subsaharienne entre 2014-2016. L'objectif de l'AFD étant la lutte contre la pauvreté et la promotion d'une croissance durable dans la région surtout dans les systèmes de santé maternelle et infantile, l'éducation, la for-

mation professionnelle, le désenclavement des territoires, la sécurité alimentaire et le développement des entreprises créatrices d'emplois. Cinquième contributeur de l'aide au développement en 2013, la France contribue à hauteur de 10% de l'aide mondiale.

N.Nd.



A+ LA GRANDE CHAÎNE AFRICAINE
DÈS LE 24 OCTOBRE

SEULEMENT SUR **CANALSAT**

www.canalplus-afrique.com

À PARTIR DE
5 000 FCFA / MOIS*

*Tarif en vigueur au 01/09/2014, hors coûts liés au décodeur, aux matériels de réception et à l'installation. Voir tarifs et conditions auprès de votre distributeur agréé.

DISPARITION/FOOTBALL

Le gardien Senzo Robert Meyiwa de l'Afrique du sud s'en est allé

Senzo Robert Meyiwa, le gardien capitaine des Bafana-Bafana avait 27 ans lorsqu'il a trouvé la mort le 26 octobre lors d'une attaque à main armée.



Senzo Robert Meyiwa et Delvin Ndinga avec les officiels du match Congo-Afrique du sud à Pointe-Noire (Photo Adiac)

Selon les dernières informations, il se trouvait au domicile de sa petite amie de Vosloorus, un township, situé à 20 km au sud de Johannesburg quand les hommes sont entrés dans la maison pour tenter de s'emparer des téléphones portables, avant d'ouvrir le feu. Transporté d'urgence à l'hôpital, il n'a pas survécu à ses blessures. Les auteurs de l'attaque sont toujours en fuite.

Senzo Meyiwa était l'une des références phares dans la sphère du football au pays de Mandela. Capitaine de la sélection, il n'a encaissé aucun but lors des éliminatoires de la CAN 2015 après quatre journées. Son dernier match avec l'équipe

nationale étant le nul vierge concédé face au Congo, le 15 octobre à Polokwane. C'était lui, le principal artisan de l'exploit des Bafana-bafana contre les Diables rouges à Pointe-Noire (2-0). Il avait sorti le grand jeu en remportant à plus de trois reprises les duels avec l'attaquant congolais Doré Fodé. Ni ce dernier, ni Thievy Bifouma, encore moins Prince Oniangue avait réussi à le prendre à contre pied.

Il était également le gardien du club mythique d'Orlando Pirates, avec lequel il a disputé en 2013, la finale de la Ligue africaine des champions contre le National Al Ahly d'Égypte. Il était l'artisan de la qualification d'Orlando Pirates à la phase

de poules en 2013 en arrétant deux penaltys à Lubumbashi face au TP Mazembé de la République démocratique du Congo, synonyme de l'élimination de ce grand d'Afrique. Lors de la même compétition, il avait aussi fait souffrir les Léopards de Dolisie avant de s'incliner sur un but de Davy Dimitri Magnokélé Bissiki, après le dernier quart d'heure lors de la 5e journée de la phase de poules de la Ligue des champions en 2013. Notons qu'à la veille de sa mort, il avait participé à la victoire de son club, 4 buts à 1 face à l'Ajax de Capetown en quart de finale de la Coupe de la ligue.

James Golden Eloué

MONDIAL FÉMININ CANADA 2015

Le Nigeria, le Cameroun et la Côte d'Ivoire qualifiés pour la phase finale

L'Afrique a sélectionné ses représentants à la prochaine coupe du monde au terme de la 9^e édition de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) de football féminin, disputée à Windhoek en Namibie.

Le Nigeria, le Cameroun et la Côte d'Ivoire défendront en effet, les couleurs du continent en juin et juillet de l'année prochaine au Canada.

Les Nigériennes toujours championnes d'Afrique

Les Super Falcon ont confirmé leur suprématie en battant en finale, le 25 octobre à Windhoek, les Lionnes Indomptables du Cameroun sur un score de 2-0. Les buts de la rencontre ont été respectivement inscrits par Desire Oparanozie (12^e) et Asisat Oshola à la 44^e minute. Un succès logique qui améliore donc le palmarès du football féminin nigérian. Sous l'appellation CAN féminine, les Super Falcon remportent leur septième titre. (1998, 2000, 2002, 2004, 2006 et 2010 et 2014). Mais ce n'est pas tout. Car, sous son ancienne for-

mule dénommée Championnat d'Afrique de football féminin, le Nigeria avait remporté deux prestigieux trophées, en 1991 et 1995. Ce qui porte le nombre total à neuf. De l'ancienne à la nouvelle formule, le Cameroun a disputé trois finales et les a perdues toutes face au Nigeria, sa bête noire. Sous la formule championnat, le Nigeria avait battu le Cameroun 2-0 à l'aller, puis 4-0 au retour. En 2004, sous la formule actuelle les Nigériennes avaient dominé les Camerounaises 5-0 avant celle de cette année. En dehors du Nigeria, seule la Guinée Equatoriale a pu remporter l'épreuve à deux reprises, en 2008 et 2012. Lors du match comptant pour la troisième place l'Afrique du sud 1-0. Forte de sa troisième place, la Côte d'Ivoire rejoint les deux finalistes à la phase finale de la Coupe du monde 2015 qui se jouera au Canada.

Notons que, 44 buts ont été marqués à l'issue des seize rencontres disputées. Le score le plus lourd du tournoi est la cuisante défaite de la Zambie 0-6, face au Nigeria, lors des matches de poules.

J.G.E.

CHAMPIONNAT NATIONAL DE TAEKWONDO

Les athlètes de Brazzaville font le plein de médailles

Les compétiteurs de la ville capitale ont, dans l'ensemble, pris le dessus sur leurs adversaires venus de Pointe-Noire, du Niari, du Pool, de la Bouenza et de la Cuvette.

La 7^e édition des championnats nationaux de taekwondo a été une réussite pour les taekwondoïns de Brazzaville. Ils étaient plus nombreux à concourir comparés à ceux venus de l'intérieur du pays. Le nombre a donc joué pour permettre aux athlètes de la ville capitale de prendre le dessus. Comme le veut le principe dans les sports individuel : plus on a de compétiteurs, plus on multiplie les chances de glaner les médailles. Ainsi, dans la catégorie des -54kg, seniors hommes, Thierry Mabounda, a occupé la première place alors que Christian Ambeyi s'est imposé chez les -63kg. Par ailleurs, Néhémie Moutsemo, capitaine des Diables rouges de la discipline, a fait la loi dans la catégorie des -68kg. Les pronostics qui le faisaient vainqueur se sont confirmés sur le tatami. Chez les -74kg, Van Nguila s'est fait de l'or tout comme Thies Bitsangou chez les -80kg. Le résultat a été le même pour Bokola Kiyoubou chez les -87kg.

Dans la catégorie des juniors hommes, Prince Olingou a empoché la médaille chez les -78kg. Fortuné Mbella a fait autant chez les -73kg. Pareil pour Gédéon Olon-



Les athlètes de Brazzaville au podium/credit photo DR

got chez les -66kg. Divin Boulemvo et Sylla Ibrahim sont respectivement sacrés champions dans la catégorie des -59kg et -55kg. Onesse Oba a imposé sa force chez les -51kg tandis que Jarin Tchikaya s'est illustré dans le lot des athlètes de -48kg tout comme Protin Sosso chez les -45kg.

Les seniors dames, par ailleurs, ont vu Nana Goundo, considérée comme porte étendard du taekwondo féminin congolais, confirmer tout le bien que le public sportif pense d'elle. Dans la catégorie des -62kg, en effet, elle a terminé sa course sur la première

marche du podium. Emilia Ngouabi s'est, quant à elle, imposée chez les -67kg à l'image de Précieuse Ngouala chez les +73kg. Michelle Onge a obtenu la médaille dans la catégorie de -73kg, Merveille Allanga chez les -49kg, Dess Toualengue chez les -53kg et Naige Lengata chez les -57kg. Lorvie Bitani a vaincu ses adversaires dans la catégorie des -46kg pour se faire championne nationale.

Les juniors dames ont aussi révélé leurs talents. Francine Ossengue notamment l'a emporté dans la catégorie des -63kg et Moussoki Nalou chez les -55kg. Destinée

Mabounda, qui a déjà fait ses preuves en équipe nationale dans la catégorie, n'a pas fait cadeau à Ibata Nicleche qu'elle a vaincue en finale. Alicia Mbotani a fait autant face à Enaïde Ngantsoué chez les -49kg alors qu'Elena Nanite se faisait maître des -46kg.

Les performances des athlètes à ce championnat national, couplé à la coupe du Congo organisée par la même occasion, permettent à la Fédération congolaise de taekwondo (Fecotae) de faire la présélection des Diables rouges qui amorceront sous peu la préparation de la Coupe du monde de la

Francophonie. Celle-ci se disputera le mois prochain au Sénégal. Le président de la Fecotae, Stanislas Mbys, a expliqué que sur le plan technique et tactique les athlètes ont été au point. Cela ne signifie pas, selon lui, que tout est parfait. « Il y a encore du travail à faire de façon continue d'autant plus que l'objectif à long terme est de faire bonne figure aux Jeux africains dans quasiment dix mois », a-t-il souligné.

Cette compétition, rappelons-le, a failli être troublée par certains maîtres sanctionnés par la ligue de Brazzaville.

Ceux-ci sont arrivés sur les lieux de la compétition visiblement pour atteindre à l'intégrité physique des responsables de la Fecotae et de la ligue de Brazzaville qui avaient à leurs côtés les représentants du Comité national olympique et sportif congolais, de la Direction générale des Sports, par là, le ministère des Sports et de l'éducation physique. Les ceintures noires en charge de la sécurité ont pu maîtriser la situation avec l'appui des policiers de garde au site des sapeurs pompiers. Un désagrément qui n'a pas perturbé le cours normal de la compétition et qui a par ailleurs prouvé que certains maîtres d'arts martiaux n'ont pas encore compris le sens de l'éthique et de la morale devant caractériser un samouraï.

Rominique Nerplat Makaya

JOURNÉE MONDIALE DU LAVAGE DES MAINS

Save the children sensibilise des élèves

La campagne menée par l'ONG britannique dans quelques écoles des cinq aires de santé de la Zone de santé de Mont-Ngafula 1 dans la matinée pluvieuse du vendredi 24 octobre en marge de cette célébration visait à ancrer une habitude sanitaire salubre dans le chef des écoliers.

Sachant que le lavage des mains au savon se révèle comme « le moyen le plus efficace et le moins coûteux de prévenir les maladies diarrhéiques et les pneumonies », Save the children a voulu encourager 5 000 élèves à adopter cette pratique. L'opération menée dans les écoles primaires, notamment à l'EP Matadi Mayo située dans l'aire Mosalisi avec le concours des relais communautaires, répétée dans plusieurs autres établissements scolaires de la même zone de santé périurbaine visait à le faire savoir. Ce d'autant plus que, apprend-on, « les enfants demeurent les premières victimes des maladies liées au manque d'accès à l'eau potable, au manque d'assainissement adéquat et à l'insuffisance d'hygiène ». Save the children a initié sa campagne sur base de deux études significatives de



Un élève de 4^e primaire en plein exercice pratique de lavage des mains sous l'œil vigilant du relais communautaire

l'OMS. La première invoquée nous renseigne que « plus de 20% des décès et des maladies qui affectent les enfants de moins de 14 ans sont dues à des conditions insuffisantes en eau, hygiène et assainissement » quant à la seconde, elle indique que « 47% des enfants de 5 à 9 ans présentent des infections chroniques des parasites intestinaux ».

Si promouvoir la culture du lavage des mains au savon, ou à défaut à la cendre était le but primordial

de la campagne illustrée par des troupes théâtrales locales, c'est donc bien parce que ce geste d'apparence bien banale a ses bénéfices. Cet usage simple « peut réduire le risque de diarrhée de presque de moitié et celui d'une infection des voies respiratoires du tiers ». Du reste, l'ONG rapporte qu'« une analyse détaillée d'études conduites dans les établissements scolaires dans les pays développés a montré que le lavage des mains avec du savon

peut réduire de 16% la fréquence des maladies respiratoires au niveau de la population scolaire ».

À Save the children de rappeler ici aux enfants qu'il est obligatoire de se laver correctement les mains s'il faut considérer qu'« aujourd'hui, les deux plus importants facteurs de mortalité chez les enfants dans le monde en développement sont les maladies diarrhéiques et les infections des voies respiratoires ». Comptée au nombre des pays en voie de développement, la RDC se trouve dès lors concernée au premier chef par la campagne ainsi menée vendredi.

Séances pratiques de lavage des mains

Au travers de séances pratiques de lavage correcte des mains, les enfants âgés pour la plupart, entre huit et douze ans, ont été instruits qu'il faut veiller à nettoyer les mains avec de l'eau propre, courante de préférence, et à ne pas faire l'impasse « entre les doigts, sous les ongles et le dessus des mains ». En insistant de la sorte sur pareils détails, Save the children entendait faire comprendre qu'aux élèves la possibilité de réduire ainsi de près de 30% les cas de diarrhées. L'on comprend d'autant mieux la démarche de

l'ONG quand on sait que « 5 000 enfants de moins de cinq ans traversent chaque année des suites d'une maladie diarrhéique due à l'utilisation d'eaux contaminées ». Un sacré dépit puisque, rappelle-t-elle ici : « le "remède" simple à mettre en œuvre est de se laver les mains après avoir été aux toilettes ou avant de manger ». Et donc, la sensibilisation réalisée par le biais de son Programme signature, est un appui au Bureau central de la zone de santé pour la promotion de cette pratique salubre pour des milliers de vies en marge de la journée mondiale du lavage des mains. Une action à inscrire dans l'effort consenti quitte à contribuer à l'atteinte de l'Objectif du millénaire pour le développement notamment la réduction de la mortalité infantile. La campagne du 24 octobre, à l'instar de celle menée au Kasai-Oriental, dans la localité de Tshilundu en territoire de Miabi, le 15 octobre, s'est achevée par le don des lavemains ayant servi aux exercices pratiques de lavage des mains aux écoles. Et, l'assistante en communication de Save the children, Stella Ramazani, a procédé personnellement à la remise de cartons de savons monganga au préfet de l'EP Matadi Mayo.

Nioni Masela

ELECTRICITÉ

L'administrateur-délégué de la Snel au pied du mur

L'auteur de la question orale lui a fait remarquer le déficit observé dans la fourniture électrique à Kinshasa et à l'intérieur du pays, voudrait la transformer en une motion de défiance en vue d'obtenir son départ de la Snel.

Les prochains jours s'annoncent très pénibles pour l'administrateur-délégué de la Société nationale d'électricité (Snel) sur qui plane le spectre d'une motion de défiance à la chambre basse du Parlement. Auteur d'une récente question orale avec débat initiée à son encontre, Clément Nkanku n'avait pas raté sa cible lors de la plénière du vendredi 24 octobre dernier. Ce député de l'opposition qui tenait à avoir des réponses claires sur le déficit déploré dans la fourniture électrique à Kinshasa et à l'intérieur du pays, avait stigmatisé dans son intervention, la faiblesse managériale de l'actuelle équipe de la Snel, incapable selon lui de fournir un service de qualité à ses abonnés.

Des tarifs préférentiels souvent en inadéquation avec l'énergie électrique réellement consommée à l'équation que représente l'attribution des compteurs prépayés, sans oublier d'autres préoccupations touchant au fonctionnement même de la Snel, rien n'avait été éludées dans cette interpellation qui a pris les allures d'un grand oral pour l'AD Eric Mbala. Plutôt que de répondre aux questions posées, ce dernier a plutôt renvoyé l'assistance dans des considérations futuristes en

égrenant des actions qu'il compte mener dans un avenir immédiat. Tout en promettant d'impliquer désormais les délégués des quartiers dans les calculs des factures mensuelles et de publier les plans de délestages à chaque quartier, Eric Mbala a rassuré quant à la volonté de sa société d'améliorer la qualité de ses services. Evoquant les causes profondes du déficit de l'énergie électrique, il a épinglé, entre autres, la croissance démographique ainsi que le boom immobilier sans pour autant convaincre son auditoire.

Après trois années de gestion, il a été constaté que l'actuel comité de gestion de la Snel s'est toujours réfugié derrière des prétextes fallacieux pour justifier son incompétence. « La réplique de l'AD de la Snel nous laisse dans notre soif parce que tout est au futur. Notre population veut savoir ce que vous faites maintenant », a réagi le député Clément Nkanku dans sa conclusion. Et d'enfoncer le clou en ces termes : « Hier, vous aviez comme prétexte, l'étiage, aujourd'hui c'est la croissance démographique ou encore le boom immobilier, qu'est-ce que vous allez nous dire demain ? ». Les députés de la Majorité ont été invités à appuyer l'action de leur collègue de l'opposition en vue d'obtenir le départ de l'AD Eric Mbala et de toute son équipe. C'est dire que les jours d'Eric Mbala à la tête de la Snel sont désormais comptés.

Alain Diasso

COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

L'Asadho exhorte à la désignation rapide des membres

Pour cette ONG, le silence qu'affiche la Chambre basse du Parlement en rapport avec la désignation des animateurs de cette institution d'appui à la démocratie est préoccupant.

Dans une réaction du 27 octobre, l'Association africaine de défense des droits de l'homme (Asadho) constate que le laxisme dont l'Assemblée nationale (AN) fait preuve dans le traitement du dossier consécutif à la désignation des membres de la Commission nationale des droits de l'homme (Cndh) est contradictoire avec le discours du président de cette institution qui avait soutenu que la mise en place de cette commission est une question urgente, d'une part, et que le blocage viendrait de trois composantes qu'il a mis en cause devant les représentants du peuple, d'autre part. « Force est de constater que maintenant c'est l'Assemblée Nationale qui n'est pas pressée pendant que la situation des droits de l'homme au pays est préoccupante surtout avec les massacres des populations civiles à l'Est », a souligné cette ONG. Cette association recommande, en effet, à la Chambre basse du Parlement, de procéder rapidement à la désignation des animateurs de la Cndh en fonction des listes qui lui ont été transmises par les composantes ; et de procéder également à cette désignation, en fonction des compétences et expertises de candidats proposés, et non en fonction de leurs appartenances tribales ou allégeances politiques. Alors qu'elle exhorte les organisations de la société civile à se mobiliser pour exiger que les animateurs de la Cndh soient désignés dans le meilleur délai, et à assurer le suivi pour que

cette institution d'appui à la démocratie travaille dans toute indépendance et conformément à son mandat. L'Asadho rappelle, en effet, qu'en date du 15 septembre, lors de son discours prononcé à l'ouverture de la session parlementaire, le Président de l'AN disait, au sujet de la désignation des membres de la Cndh qu'« au cours de la précédente session, le Bureau n'a ménagé aucun effort pour mettre en place les organes de la Cndh, dans le respect des prescrits de la loi y relative. Mais, à ce jour, il s'avère que trois de neuf composantes de la société civile n'ont pas su construire un consensus quant à la désignation de leurs délégués à la Cndh. En vue de permettre à la République de se doter de cette importante institution d'appui à la démocratie, un délai de dix jours a été accordé à ces composantes pour parachever le processus de désignation de leurs délégués. Passé ce délai et en vertu de son pouvoir d'arbitrage, le Bureau de l'AN prendra ses responsabilités pour finaliser le processus de désignation de tous les neuf membres de la Cndh ».

L'Asadho s'étonne du fait que pour répondre à cet ultimatum de l'AN, les trois composantes (les syndicats, les organisations de droits de l'homme et les organisations des personnes vivant avec handicap) mises en cause par le Président de la Chambre basse du Parlement, Aubin Minaku, aient déposé les listes de leurs délégués auprès du bureau de cette institution avant la date du 25 septembre, à ce jour, soit plus d'un mois après le dépôt des dites listes, que l'AN se soit abstenue de désigner les animateurs de la Cndh.

Lucien Dianzenza

SUD-KIVU

Une centaine des morts et des disparus à la suite d'une inondation à Kalehe

Une délégation du gouvernement provincial du Sud-Kivu s'est rendue ce 27 octobre sur ce territoire pour évaluer la situation et tenter de venir en aide aux sinistrés.

Pendant qu'au Nord-Kivu l'insécurité gagne du terrain sous la houlette des rebelles ougandais de l'ADF, auteurs ces derniers temps d'actes de barbarie sur les populations civiles, au Sud-Kivu, par contre, la consternation est perceptible après les dégâts causés par les dernières pluies torrentielles qui se sont abattues sur le territoire de Kalehe. C'était le samedi 25 octobre. Des pluies d'une rare intensité se sont, pendant toute journée, succédé sur ce territoire situé à environ 60 km de Bukavu. Difficile pour les habitants de cette contrée de faire face à ce cataclysme à cause notamment du manque de voies de canalisation d'eau et surtout des constructions anarchiques, sans normes en matière d'habitat. Des maisons, des routes ainsi que des caniveaux de cette cité avaient été détruits à défaut d'être emportés par l'eau de pluie.

Abandonnés à leur triste sort, les habitants ont, dans une énergie du désespoir, tenté de sauver et leur vie et tout ce qui pouvait l'être. Près d'une centaine de personnes ont payé de leur vie l'inondation causée par ces fortes pluies, les plus virulentes que le territoire de Kalehe n'a jamais connues. À côté des dégâts maté-

riels importants, le bilan humain est pour l'heure incertain et varie selon les sources. La coordination de la protection civile dans la province du Sud Kivu fait état d'une centaine de blessés et de cent-deux disparus. La société civile locale, elle, parle d'une cinquantaine de morts et de plusieurs centaines de disparus, sans plus de détails. Jusqu'aujourd'hui, des secouristes s'attèlent à repêcher des corps sans vie sous les eaux notamment dans les localités de Bushushu, Rambira, Nyambasha, et Nyamukubi du groupement Mbinga-Nord. Ils sont déjà au-delà d'une centaine de corps retrouvés, apprend-on. L'écroulement d'un pont reliant le territoire de Kalehe à Goma et Bukavu à la suite de ces pluies, est venu compliquer la donne surtout pour les rescapés sans abris qui ont des difficultés à joindre ces deux villes. Une délégation du gouvernement provincial du Sud-Kivu s'est rendue ce lundi 27 octobre sur le lieu pour évaluer la situation et tenter de venir en aide aux sinistrés. Rappelons que le Sud-Kivu n'est pas à son premier sinistre du genre. Plus d'une fois, des pluies torrentielles ont apporté leur lot de malheurs dans cette partie du pays à l'image de la disparition d'une adolescente de douze ans qui fut emportée la semaine dernière par l'eau de la pluie dans la cité d'Uvira, à 128 km de Bukavu (Sud-Kivu).

Alain Diasso

MARCHÉ AUTOMOBILE

Un distributeur des grandes marques s'installe au Katanga

Tractafic Motors Corporation a installé sa nouvelle base sous enseigne « Katanga Motors » dans la capitale cuprifère, Lubumbashi, pour assurer la distribution des marques Mercedes-Benz V1, Fuso, Mitsubishi, Ford, Nissan et Renault ainsi que Michelin, Ironman, Varta et Autopower en produits aftermarket.

Il s'agit de la nouvelle base installée, il faut le préciser, par l'un des plus grands distributeurs automobiles en Afrique centrale et de l'ouest. En effet, Tractafic dispose d'un réseau intégrant 45 points de vente, filiales en propres et distributeurs indépendants couvrant près de 25 pays du continent africain. Toute la machine est pilotée depuis son siège établi à Paris, sans oublier ses bureaux de Bruxelles. En termes de filiales propres en Afrique, le groupe compte trois en RDC, en l'occurrence Tractafic Congo SPRL et ATC RDC établies à Kinshasa, et le dernier-né : Katanga Motors dans le Katanga.

Les modèles en compétition sont adaptés à la particularité de la province minière très prisée avec la croissance qu'enregistre le secteur minier ces dernières années. En effet, plusieurs nouveaux sites miniers vont entrer en production, et les prospections se poursuivent. Face aux perspectives



Installation de Katanga Motors

minières intéressantes, Katanga Motors a reçu la mission d'offrir aux opérateurs de la province un service de classe internationale. Inutile de rappeler que le secteur minier est dominé par des capitaux étrangers.

Autre précision de taille, il y a l'installation d'un showroom et de deux ateliers spécialisés. Le premier s'occupe des poids lourds, et le second des voitures 4x4. Les équipements installés sont de type moderne et répondent aux standards européens. L'on compte également une salle de diagnostic climatisée, une station de pneumatique, une station de lavage des véhicules et un entrepôt sous douane.

Tractafic évolue dans un marché

qu'il semble bien maîtriser. En effet, le groupe est choisi pour fournir 150 camions Mercedes 6x4 à Tenke Fugurume mining (TFM), premier producteur de cuivre en RDC, pour le transport du minerai du Katanga vers la Zambie. Dans le contrat, il est également question de recruter et de former les chauffeurs, ainsi que de garder en bon état cette charroie. Avec les travaux de modernisation, l'atelier de Lubumbashi sera l'un des plus modernes de la région. Après avoir promu les marques Mercedes-Benz, Mitsubishi, Fuso et Michelin, le groupe va se lancer progressivement à d'autres marques, notamment Ford et Nissan.

Laurent Essolomwa

VIE DES PARTIS

Un appel pour sauver l'Udps du chaos qui la guette

La lettre ouverte adressée par un ancien cadre aux cadres et membres de cette formation politique reconnaît les problèmes que traverse le regroupement politique et condamne une lutte « fratricide » qui y est engagée depuis un certain temps, avant de proposer une marche à suivre pour la solution.

Dans ce document, l'ancien président du Comité de l'Union pour la démocratie et le progrès social (Udps)/ Afrique du Sud, Kalombo Kabengu, a fustigé la guerre de positionnement qui fragilise ce parti politique depuis un certain temps. Mais, loin de se contenter de ces lamentations, cet ancien cadre de l'Udps a pris son courage pour proposer des solutions afin de sauver ce parti politique. Pour lui, il faut d'abord mettre fin aux différentes attaques que les membres se font entre eux. « Il est d'abord question de régler le problème des récriminations. Toute la solution passe par là », a-t-il noté. Kalombo Kabengu encouragerait plutôt une lutte qui aurait comme finalité d'élever cette formation politique et non celle en présence actuellement au sein du parti d'Etienne Tshisekedi, le plus



vieux de l'opposition congolaise. « Nous avons tous tort et nous avons tous raison. Nous avons tous raison de nous battre pour la survie du Parti mais, nous avons tous tort de ne pas avoir bien choisi la méthode de cette lutte », a-t-il insisté. Cet ancien cadre de l'Udps fait constater les désavantages de la méthode de lutte choisie ici, celle des crocs-en-jambe, genre « Ote-toi de là que je

Le président de l'Udps, Etienne Tshisekedi m'y mette », par rapport à la vie du parti. « Certains s'en tiennent au mot d'ordre du président national selon lequel il faut se manifester pour être remarqué par le parti. Très bien. Mais comment se manifester lorsqu'on ne s'aperçoit pas de la destruction de l'outil même du combat qui vous fera ministre ou un quelconque cadre du Parti ou du pays? », s'est-il demandé.

Une intervention personnelle du lider maximo

Parmi les solutions proposées, Kalombo Kabengu conseille une réconciliation autour du président national de cette formation politique, Etienne Tshisekedi wa Mulumba. Si le président Tshisekedi reprend son énergie, a-t-il préconisé, que ceux qui sont proches de lui comme collaborateurs le convainquent de l'urgence de remettre le Parti sur les rails. « Il n'est pas encore si tard que cela », a-t-il dit. Pour cet ancien cadre de l'Udps, l'acceptation du président national de recevoir les membres fondateurs de l'Udps, est une voie obligée pour la sauvegarde du Parti. « Une fois qu'ils se seront entendus, un Congrès extraordinaire pourra être convoqué pour entériner leurs accords sur la nouvelle voie à suivre et la restructuration nécessaire du Parti pourra s'en suivre », a-t-il appuyé. Selon les observations du rédacteur de cette lettre, « si cette réconciliation ne prend place, le Parti aura du mal à se relever, vue les microcosmes qui se sont érigés en Udps ». À l'en croire, la dernière parole appartiendrait au président Tshisekedi. « Sans Tshisekedi pris en compte, nous

ne voyons pas celui qui saura, a lui tout seul, mobiliser tous les membres du Parti autour de lui », a-t-il fait remarquer.

Pour arriver à cette réconciliation, cet ancien cadre a également recommandé la concertation des membres co-fondateurs du Parti. S'ils sont encore désireux de sauver les meubles, a-t-il dit, ils doivent se concerter et prendre conscience que le Parti dont ils ont connu des sévices et des privations de tout genre et perdu bon nombre de leurs amis, est en train de se mourir. « Leur fierté ne sera pas de léguer aux générations futures le cadavre de l'Udps, mais son rayonnement », a-t-il noté.

De l'avis de Kalombo Kabengu, c'est une fois que ces membres co-fondateurs auront déterminé de redorer le blason de leur parti dont l'histoire est écrite en lettres de sang, qu'ils entameraient une démarche de réconciliation vers Tshisekedi. « Ils auront leur entretien avec lui comme au beau vieux temps de la gloire de leur combat commun et enterreront leurs récriminations en traçant une nouvelle ligne de conduite pour la résurrection du Parti au grand plaisir de toute la nation », a-t-il conseillé.

Lucien Dianzenza

SANTÉ

Cinquante-six experts congolais formés dans la gestion de la maladie à virus Ebola

La RDC dispose aujourd'hui de cinquante-six experts qui viennent d'être formés dans la riposte de l'épidémie à virus Ebola, à l'issue de la formation des formateurs des équipes pluridisciplinaires pour la gestion des épidémies dont la maladie à virus Ebola organisée par le ministère de la Santé publique en partenariat avec l'Unicef.

Cette formation de deux semaines soit du 13 au 26 octobre a consisté au renforcement des capacités de 56 experts nationaux sur les notions générales de la maladie à virus Ebola ; à la production des 7 modules de base pour la formation des équipes multidisciplinaires ; à la production de l'agenda de formation des acteurs et enfin à l'élaboration de la note méthodologique sur le travail en équipe.

Au terme de cette formation, les 56 experts nationaux ont vu leurs capacités être renforcées sur la gestion de la maladie à virus Ebola selon le modèle de la RDC basé sur 7 thématiques renfermant 12 catégories professionnelles regroupées en équipes d'intervention de 30 personnes. Ces experts ainsi formés devront être envoyés en Afrique de l'Ouest pour porter mains fortes aux équipes sur le terrain parce que la situation va de mal en pis en Guinée Conakry, Sierra Leone et Liberia. Le nombre de décès ne fait qu'augmenter et la gestion des contacts pose un sérieux problème. À en croire le ministre

de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi qui a clôturé cette formation, ces experts sont urgemment attendus sur demande de l'Union européenne et de l'OMS.

En RDC, l'épidémie de la maladie à virus Ebola est en train d'être maîtrisée, le pays ne doit pas pour autant croiser les bras. Pour le Dr Félix Kabange Numbi, la menace peut venir de l'Afrique de l'Ouest. Au niveau de l'Afrique de l'Ouest, fait -t-il savoir, la menace est là, on ne sait même plus suivre les contacts. « *Donc la menace sur la planète reste et la RDC va rester en alerte. Voilà pourquoi la formation qui s'achève a toute son importance car au moment où nous formons les équipes pour intervenir en Afrique de l'Ouest, nous préparons également des équipes pour une riposte éventuelle au niveau de la RDC, et cela face à n'importe quelle épidémie.* »

S'adressant aux participants à la formation, le ministre de la Santé publique s'est dit être fier du travail abattu et salue le sens de sacrifice dont ont fait montre les participants.

De son côté, la représentante de l'Unicef, Barbara Bentein a déclaré être ravie de pouvoir franchir la première étape de la formation. « *Je pense que la semaine prochaine nous allons commencer la deuxième étape qui consiste à former les premières équipes. Nous vous félicitons pour tout ce que vous êtes en train de faire.* »

Aline Nzuzi

L'organsiation des journées locales de vaccination contre la polio

La RDC est déterminée à éradiquer sur son territoire, la poliomyélite, cette maladie invalidante qui affecte plus les enfants de moins de cinq ans. La meilleure stratégie pour venir à bout de cette maladie demeure la vaccination qui a fait ses preuves depuis la nuit de temps.

Raison pour laquelle la RDC ne rate aucune occasion qui se présente à elle pour vacciner les enfants contre la polio. Après les journées nationales de vaccination qui ont concerné toutes les onze provinces du pays, il est prévu du 30 octobre au 1er novembre, l'organsiation des journées locales de vaccination. Ces journées concernent cinq provinces à savoir Nord-Kivu, Katanga, province orientale, Bas-Congo et Bandudnu

L'objectif de cette campagne de vaccination étant celui d'éradi-

quer totalement cette maladie qui rend des enfants handicapés physiques durant toute leur vie.

La stratégie porte à porte sera une fois de plus appliquée. Cette stratégie permet de toucher tous les enfants même ceux vivant dans les zones difficiles d'accès. Toutes les dispositions sont prises pour que ces journées se déroulent sans problèmes.

Depuis plus de deux ans, la RDC n'a pas enregistré de cas de polio virus sauvage comme l'avait souligné le représentant de l'OMS, le Dr Josph Cabore lors du lancement des journées nationales de vaccination dans la ville de Kikwit dans la province du Bandundu, le mois passé.

Ces efforts doivent donc être maintenus pour couper définitivement la chaîne de transmission de la polio. Ce qui reste plutôt à faire, c'est de renforcer la vaccination de routine et la surveillance des cas.

A.Nz.

INTERVIEW

François Akouabou Adianaga : « le Redoac est salubre pour le cinéma en Afrique centrale »

Kinshasa vient d'abriter un événement cinématographique important, à savoir le festival Vision documentaire. La manifestation s'est tenue du 22 au 25 octobre à la Halle de la Gombe en présence d'un délégué du Fespaco qui nous a accordé un entretien à la fin des assises dont il a salué l'organisation.

Les Dépêches de Brazzaville : Peut-on savoir qui vous êtes et connaître la raison de votre présence à Kinshasa ?

François Akouabou Adianaga : Je suis François Akouabou Adianaga, chef du département festival au Fespaco, le festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou, au Burkina Faso. Je suis ici dans le cadre du Festival Vision documentaire qui a souhaité la participation du Fespaco pour participer notamment à la mise en place du Redoac, le Réseau des documentaristes d'Afrique centrale.

LDB : Quelle serait l'intérêt de la représentation du Fespaco à Vision documentaire ?

FAD : Nous avons apporté notre expertise parce que le Fespaco est vieux de quarante-cinq ans déjà et englobe toutes les sections du cinéma alors que Vision documentaire ne se focalise que sur le documentaire. Et donc, depuis quarante-cinq ans le Fespaco organise des compétitions pour ce genre de réalisation. Et, en même temps, le poste administratif que nous occupons au niveau du Fes-



François Akouabou Adianaga lors du Festival Vision documentaire

paco nous a permis d'apporter notre expérience par rapport à l'administration pour la mise en place du Redoac.

LDB : Pensez-vous que la mise sur pied du Redoac était un impératif ?

FAD : Oui, je le pense. C'était un impératif parce que, à ce que je sache, à Kinshasa il n'y a presque pas de festival de cinéma alors qu'en réalité il y a des talents ici et en Afrique centrale. Il y avait donc nécessité de se mettre en réseau pour promouvoir le cinéma de manière générale et documentaire de façon particulière. Cela s'imposait car à présent, à travers ce réseau il y aura des possibilités de coproduction, les cinéastes pourront travailler ensemble pour fabriquer des films. La question du cinéma aujourd'hui tient au financement et donc si les cinéastes parviennent à s'autofinancer parce qu'ils tra-

vailent en réseau, je pense que cela va réduire le coût de production des films. Or, avec un coût de production réduit l'on peut vendre moins cher et donc tout le monde pourra acheter des films et vu l'importance de la démographie du Congo, ajoutée à celle de l'Afrique centrale, il y a un marché potentiel en réalité. Avec la réduction du coût des DVD et en allant vers le public, ce qui peut se faire plus facilement dans la coproduction où chacun met un peu de son argent de sorte à réduire le coût de production. Du coup l'on pourra vendre beaucoup parce que c'est moins cher. Aujourd'hui, le Redoac est salubre pour le cinéma en Afrique centrale.

LDB : Comment appréciez-vous les réalisations congolaises ?

FAD : Je pense que le cinéma congolais est vieux, il ne date pas d'aujourd'hui. Mais maintenant, c'est vrai que comme tous les autres cinémas en Afrique, il n'a pas bénéficié de l'accompagnement des aînés. Néanmoins, la jeune génération fait un travail très formidable. Il y a par exemple Atalaku que j'avais déjà vu en 2011 et ici j'ai vu Examen d'État qui est très bien. Comme je l'ai dit, il y a du talent qu'il ne reste plus qu'à encadrer. Il faut donner des moyens de production ou alors bien que les jeunes qui ont décidé de se mettre en réseau s'affirment dans cette voie. Sinon, le cinéma congolais a de l'avenir, beaucoup d'avenir.

Propos recueillis par

Nioni Masela

FOOTBALL AU QATAR

Kaluyitukadioko déjà huit buts, Diba opérationnel après sa blessure

Après huit journées de championnat, l'on note le bon comportement du buteur congolais Alain Kaluyitukadioko avec son club Al Ahli, et aussi le retour de blessure de son compatriote d'Al Kharitiyath, Yves Diba.

Meilleur buteur du championnat du Qatar la saison dernière avec 22 buts, Alain Kaluyitukadioko d'Al Ahli Doha, ancien de V.Club et de Mazembe, est à nouveau dans la course pour le même titre de pitchitchi. Après huit jour-

nées de championnat qatari pour la saison 2014-2015, l'attaquant international congolais compte déjà huit buts. Il a signé, le mercredi 22 octobre 2014, un hatrick (triplé) contre la formation d'Al Kharitiyath de l'autre international rd-congolais Yves Diba Ilunga. Al Ahli Doha l'a d'ailleurs emporté par trois buts à zéro (15^e, 75^e et 90^e). Performant depuis le début du championnat avec son club, Alain Kaluyitukadioko n'a cependant pas été appelé par le staff technique des Léopards de



Alain Kaluyitukadioko

la RDC pour les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2015. La RDC occupe actuellement la deuxième position du groupe D des éliminatoires avec six points, derrière le Cameroun (10 points), mais ayant le même nombre des points avec la Côte d'Ivoire qui est troisième.

Pour sa part, Yves Diba (27 ans) d'Al Kharitiyath, pré-convoqué par le sélectionneur Florent Ibenge avant le coup d'envoi des éliminatoires de la CAN, n'avait pas pu venir, à cause d'une vilaine blessure qui l'a éloigné du terrain pendant un bon bout de temps. Mais l'ancien buteur de Mikishi, Lupopo, V.Club, Narjan et Al Raed en Arabie, et tout récemment d'Al Sailya au Qatar, s'est remis de sa blessure. Depuis près de deux mois, il est opérationnel avec son club Al Kharitiyath. Aussi a-t-il été titulaire lors de la cuisante défaite de son équipe contre Al Ahli (0-4) et lorsque son équipe a perdu le samedi 19 octobre face à Lokhwiya par zéro but à un.

Martin Engimo

EXERCICE LOANGO 2014

Denis Sassou Nguesso prêt à accueillir les chefs d'État et de gouvernement de la CÉÉAC

Le président de la République du Congo, Denis Sassou Nguesso est arrivé le 26 octobre dans la ville océane, où il procédera à l'accueil d'autres chefs d'État et de gouvernement d'autres pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) participant à l'exercice militaire communautaire Loango 2014, lancé depuis le 13 octobre dernier dans les départements de Pointe-Noire et du Kouilou

C'est exactement à 16 heures 30 minutes que Denis Sassou N'Gouesso a foulé le sol ponté-negrin où un accueil chaleureux



Le président de la République recevant les honneurs militaires; le président de la République saluant le foule à sa sortie de l'aéroport

lui était réservé par quelques membres du gouvernement et plusieurs autorités civiles et militaires des départements de Pointe-Noire et du Kouilou. Ainsi, après avoir salué divers officiels qui l'attendaient à la descente de l'avion, Denis Sassou Nguesso a reçu un bain de foule des populations à la sortie de l'aéroport international Agostinho Neto.

On pouvait y apercevoir plusieurs groupements constitués des chefs de quartier et des villages des deux départements, des organisations non gouvernementales, des représentants des partis politiques et des groupes folkloriques.

Séverin Ibara

Des exercices militaires à la hauteur des attentes de la Cécéac

Le département du kouilou a été retenu pour une démonstration du niveau de préparation et d'intervention de la Force multinationale de l'Afrique centrale (FOMAC). L'exercice obéit aux défis de sécuritaires de l'heure. Il précède la prise d'armes par les forces armées des pays membres de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (Cécéac), prévue ce mardi à Pointe-Noire, dans le cadre de l'exercice multinational et multidimensionnel dénommé « Loango 2014 ».

Organisés en présence des ministres des Affaires étrangères et de la Défense du Congo, pays hôte de la manœuvre militaire, du Tchad, du Rwanda et du Gabon assistés de leurs chefs d'État major généraux, ces exercices étaient l'occasion de tester l'opérationnalité de la capacité de déploiement rapide et de définir les procédures opérationnelles communes.

Ponctués sur quatre tableaux, à savoir la démonstration des commandos sur un théâtre des opérations, le contrôle d'une zone occupée par les rebelles et le maintien de l'ordre, ces exercices de déploiement constituent une nécessité impérieuse dans le contexte actuel où d'énormes défis nécessitent une meilleure cohésion et une préparation de la FOMAC. « Ce genre d'exercice est salutaire pour la sous-région parce qu'actuellement nous sommes



confrontés à plusieurs menaces caractérisées par la piraterie maritime. C'est pour cela qu'il y a eu un débarquement des troupes camerounaises, congolaises et angolaises et des bâtiments congolais, équato-guinéen (...). À côté de cette menace, il y a aussi la menace terrestre qui peut se caractériser par le terrorisme avec Boko haram. », a indiqué le ministre gabonais de la Défense nationale, Ernest Mpoou Epigat. Placé sous la tutelle du secrétariat général de la Cécéac dont la présidence est aujourd'hui occupée par le Tchad, l'exercice « Loango 2014 », avec ces plus de 3000 hommes composés des militaires, policiers, gendarmes ainsi que des personnels civils, constitue pour cette organisation sous-régionale une mise en alerte de la force multinationale, tant sur le plan sécuritaire que sanitaire. « Notre force multinationale est capable d'apporter secours aux populations : l'hôpital de campagne a porté secours à au moins 2.000

Des soldats dans la phase de démonstration personnes qui sont venues pour se soigner (...). La Micopax, avec l'appui de la communauté internationale, a permis d'éviter le génocide en Afrique centrale », a pour sa part précisé le secrétaire général de la Cécéac, Amhad Al-lam-Mi. Selon lui, la Cécéac essaie d'opérationnaliser ses forces et faire en sorte qu'elles soient capables d'intervenir, en cas de problème, dans n'importe quel pays de la sous-région.

« La démonstration s'est bien passée. On nous a démontré comment un chef rebelle a été neutralisé, nous pensons que nos forces sont capables d'intervenir lorsqu'il y a une crise quelque part et de ramener la paix », a de son côté déclaré le ministre tchadien de la Défense, Benaindo Tatola, ajoutant qu'avec cette troisième opération, la Cécéac est prête à intervenir en cas de problème.

« Ce sont tous les pays de la sous-région qui sont concernés par cette opération qui est coûteuse parce que la paix n'a pas de prix. Pour rechercher et imposer la paix, il faut aussi mobiliser les moyens. C'est pour cela que nous mutualisons nos moyens pour pouvoir organiser ce genre d'exercice. Vous avez vu que nous avons tout mis en commun : les avions, les hélicoptères, les hommes et les moyens financiers. Nous allons maintenir cette flamme allumée (...) pour pouvoir maintenir la paix », a-t-il conclu.

Guy Gervais Kitina



Démonstration d'une manœuvre par les soldats de la FOMAC

Le Rwanda annonce son retour au sein de la Cécéac

Présente à la clôture de l'exercice Loango 2014, la ministre rwandaise des Affaires étrangères, Louise Mushikiwabo, a exprimé l'intention de son pays de retrouver la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (Cécéac).

de rejoindre nos frères et sœurs de l'Afrique Centrale. Nous avons un héritage important de cette sous-région. Donc, au prochain sommet, qui va avoir lieu dans quelques semaines, le Rwanda va réintégrer la Cécéac. C'est avec un grand plaisir que nous avons répondu à l'invitation du président

Idriss Déby (président en exercice de la Cécéac) pour cet exercice militaire et pour le sommet qui va voir la réintégration du Rwanda au sein de la famille de la Cécéac. C'est pour cette raison que je suis ici pour marquer déjà un peu en avance la présence du Rwanda au sein de la Communauté.



Louise Mushikiwabo

Les dépêches de Brazzaville : Le Rwanda a quitté la Cécéac depuis un moment. Qu'est-ce qui explique votre présence à cette manœuvre « Loango 2014 »

Louise Mushikiwabo : Le Rwanda est un pays qui appartient à l'Afrique Centrale, aussi bien qu'à l'Afrique de l'Est. En réalité on n'avait pas quitté la Cécéac, mais on avait suspendu notre participation parce que depuis le génocide de 1994, le Rwanda est un pays en reconstruction. Donc, on a pensé qu'on ne pouvait pas contribuer pleinement à la Cécéac. Mais, nous avons demandé depuis deux ans et demi

LDB : La famille de la Cécéac vous a réellement manqué ?

LM : Elle nous a manqué parce que le Rwanda est un pays à cheval entre l'Afrique Centrale et l'Afrique de l'Est. Nous avons gardé des relations très proches avec des pays comme le Congo qui accueille

cet exercice militaire (...). Le Rwanda est un pays qui est très loin de la tragédie, un pays stabilisé et prêt à contribuer à la Cécéac. C'est avec un grand plaisir que le Rwanda revient au sein de la famille de la Cécéac.

LDB : Qu'avez-vous retenu pendant cette démonstration ?

LM : Cet exercice est très important. La sécurité est une tâche mieux accomplie ensemble. J'ai pu apprécier le niveau de préparation. On a fait la même chose en Afrique de l'Est. Je dois dire que je suis très impressionnée.

G.G.K.

EXERCICE LOANGO 2014

Près de trois mille consultations au profit des populations locales

Dans le cadre des actions civilo-militaires de ladite opération, un hôpital médico-chirurgical de campagne a été mis en place au village Matombi, dans le Kouilou, en vue de subvenir aux besoins sanitaires des populations locales. Cette structure a été visitée ce lundi 27 par l'ensemble des autorités civiles et militaires des pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (Céac).



Les malades en plein consultation à l'hôpital érigé pour la circonstance

« Au début nous avons commencé avec la consultation de 112 patients, actuellement nous sommes 2926 cas de consultation au total. L'un des objectifs de cette mission médicale est d'établir un profil épidémiologique des pays de la sous région. Nos équipes ont déjà effectué 44 interventions chirurgicales et réalisé 36 circoncisions. Par spécialité nous avons établi les pathologies les plus fréquentes par tranche d'âge et qui ont porté sur le rhumatisme, les hypertensions, les hernies, les gangrènes dentaires et autres », a déclaré le médecin colonel gabonais et commandant de cet hôpital, Mikiela Anicet.

En effet, saluant le renforcement de la coopération entre les pays de la Céac pour l'amélioration des services sanitaires des populations, Mebe Ngo'o Edgard Alain, ministre délégué camerounais à la présidence chargé de la Défense a indiqué qu'« il y a plusieurs actions civilo-militaires de grande importance menées par les forces armées des pays de la sous régions qui se font sans assez de publicité ». L'hôpital médico-chirurgical de Matombi est implanté sur un périmètre d'environ 5 mille mètre carrés. Il est doté d'un personnel médical composé de diverses spécialités et estimé à 67 personnes de diverses nationalités.

Severin Ibara

Jean Jacques Bouya visite des chantiers publics à Pointe-Noire

Accompagné des membres du nouveau bureau exécutif du conseil départemental et municipal de Pointe-Noire issus de la session inaugurale du 23 dernier, le ministre à la présidence de la république, chargé de l'Aménagement du territoire et des Grands travaux, Jean Jacques Bouya a procédé le 24 octobre à la visite de quelques sites et chantiers de travaux publics.

Le ministre Jean Jacques Bouya et sa délégation ont visité tour à tour, les sites qui abriteront la gare routière, l'échangeur qui réglera le trafic sur la Nationale n°1 et le chantier de construction du nouvel aérogare.

Saluant pour sa part l'attention particulière que les autorités gouvernementales accordent à la ville de Pointe-Noire, le maire réélu, Rolland Bouiti Viaudo a indiqué : « La construction du nouvel aérogare et d'autres chantiers en cours ou envisagés à Pointe-Noire montre la césure entre ce que le gouvernement avait réalisé il y a dix années et ce que le même gouvernement continue de faire actuellement pour la modernisation de cette ville ».

Répondant aux préoccupations de la presse Jean Jacques Bouya a édifié le public sur les nobles ambitions de modernisation du pays et notamment de Pointe-Noire par le gouvernement. « Le

nouvel aérogare de Pointe-Noire élève la République du Congo au niveau de la sous-région. Cette visite constitue pour nous un moyen de faire comprendre aux nouveaux élus locaux les différentes avancées significatives entreprises par le gouvernement à Pointe-Noire d'une part et la vision du chef de l'Etat sur la modernisation du pays, ainsi que la préparation des générations futures d'autre part » a-t-il déclaré.

Par ailleurs, le ministre de l'Aménagement du territoire a déploré

térioration rapide de la chaussée. « Les opérateurs économiques utilisant cette route doivent comprendre que l'Etat a investi beaucoup d'argent pour la construction de cette route. Autour d'un poste de péage, il ne peut pas y avoir des maisons d'habitations, l'Etat doit être intransigeant face à cette manière de faire.

Nous disposons de films et de photos qui illustrent qu'avant la construction de ce poste de péage, ces alentours furent uniquement constitués de forêts ar-



Le ministre et sa suite visitant les travaux du nouveau siège de l'aéroport de Pointe-Noire

l'incivisme des populations qui occupent de façon anarchique les alentours du poste de péage de Mengo, situé sur la route nationale n°1. Aussi, a-t-il dénoncé l'excès de poids observé sur des véhicules à marchandises de certains opérateurs économiques. Situation qui contribue à la dé-

tificielles d'eucalyptus, réservées par l'Etat pour cause d'utilité publique, nous sommes surpris que ces espaces soient squattés par quelques personnes inciviques, foulant au pied l'aménagement général de cette zone » s'est indigné Jean Jacques Bouya.

S.I.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Les transactions commerciales se feront désormais en ligne

Les acteurs du commerce extérieur de la ville de Pointe-Noire ont été sensibilisés, dernièrement au cours d'une rencontre qui a eu lieu à la chambre de commerce, au lancement du traitement en ligne des données et informations liées aux transactions commerciales par le biais du Système électronique Guot (Guichet unique des opérations transfrontalières).

C'est la grande révolution dans ce domaine à partir du 3 novembre prochain. La rencontre organisée par le ministère du Commerce et des approvisionnements en partenariat avec le Guot a été animée par Hélène Mboumba Djaba, directrice départementale du commerce extérieur de Pointe-Noire, et Lié-Ruppert Gouari, directeur technique et commercial de la direction générale du commerce.

Elle a eu pour objectif principal de vulgariser la note de service n° 0897/MCA-CAB/SP/2014 du 08 octobre 2014 du ministère du Commerce appelant les acteurs à se conformer à la nouvelle réglementation en allant s'inscrire

au siège du Guot dont le système électronique sera dorénavant l'unique point d'entrée et de traitement des données et informations concernant les importations, exportations, transport et transit. Pour une meilleure maîtrise de cet outil, les opérateurs économiques bénéficient d'une formation gratuite après inscription.

À propos du système...

C'est une plateforme électronique permettant aux différents acteurs économiques (importateurs, exportateurs, transitaires, accionnaires, consignataires et transporteurs) d'échanger des informations et documents avec toutes les administrations publiques concernées par les procédures administratives, commerciales et douanières liées aux transactions commerciales. Il présente beaucoup d'avantages tant pour les opérateurs économiques que pour l'Etat.

En effet, les procédures et formalités vont être simplifiées grâce à la procédure EDFC (Echange, dématérialisation, facilitation, certification) mise en place par le Guot via son système électronique. Elle va réduire le temps de passage de

marchandises au niveau des frontières et permettra aux acteurs économiques de gagner en temps et de réduire les coûts des formalités (au niveau des administrations publiques), d'être épargnés des contacts physiques donc des déplacements et dépenses en transport pour aller vers les administrations concernées par les procédures. Ceux-ci n'auront qu'à soumettre leur DI (Déclaration d'importation) et DE (Déclaration d'exportation) à la direction générale du commerce par le biais du système électronique Guot. Pour l'Etat, cette procédure lui permettra, entre autres, de ne plus être confronté au problème de rupture de DI et de pouvoir les traiter rapidement. La phase d'échange avec les opérateurs économiques a été dominée par les préoccupations concernant la DI (document le plus demandé soit en moyenne 200 demandes par jour au niveau de Pointe-Noire) notamment sur son coût en ligne, sa durée de validité, la possibilité d'y apporter des modifications, le sort des DI en cours de traitement manuel... Répondant à ceux-ci, Hélène Mboumba Djaba a insisté sur la

gratuité de la DI même dans le système électronique Guot. La somme de 23.000F Cfa demandée constitue les frais de passage sur ledit système. Comme cela se fait pour la DI manuelle, il est possible d'apporter des modifications dans la DI en ligne. Pour les autres aspects elle a précisé : « Les procédures restent les mêmes. Ce qui change c'est juste le support. La DI sera toujours délivrée par le ministère du commerce et sa durée de validité est toujours de 6 mois. Pour ce qui est des DI en cours de traitement manuel nous continuerons à les traiter jusqu'à l'épure. Celles qui seront prises en compte au niveau du système électronique sont celles qui seront traitées à partir du 3 Novembre ». Par ailleurs Hélène Mboumba Djaba a invité les opérateurs à créer une rubrique où ils mettront les coûts de leurs prestations supplémentaires pour les clients au lieu de les reporter dans la DI car jusqu'à preuve contraire, elle reste gratuite. En outre elle a déploré le fait que certains d'entre eux fassent leur demande de DI au moment où la marchandise arrive au port, ce qui les conduit à

faire souvent pression pour la délivrance rapide du document.

Mais avec la nouvelle réglementation cela ne se sera plus possible. « Il n'y aura plus de délivrance de DI lorsque la marchandise est déjà au port », a informé Lié-Ruppert Gouari. Au terme de la rencontre, qui s'est déroulée en présence de Jean Kivika, directeur interdépartemental du commerce (Pointe-Noire/Kouilou), et de Philippe Malonga, directeur départemental du commerce intérieur de Pointe-Noire, les acteurs du commerce extérieur ont été invités à se rapprocher du siège du Guot pour plus d'informations et à s'inscrire dans le système électronique pour être en conformité avec la nouvelle réglementation.

Rappelons que le Guot a été créé en application de la loi n° 13 du 19 juillet 2013 portant création de ladite structure et du décret 2014-77 du 6 mars 2014 portant approbation de ses statuts. Le lancement du système Guot est prévu le 3 novembre pour les villes de Pointe-Noire et Brazzaville. Elle s'étendra ensuite à Ouesso puis dans les autres localités du pays.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

TOURNOI FORCE ONE

Les frères d'armes de la DGSP terminent la compétition en beauté

L'objectif de renforcer la cohésion entre les agents de tous les composants de la DGSP, à travers les journées sportives dénommées « Force One », a été atteint, à en croire les organisateurs.

Les frères d'armes de la Direction générale de la sécurité présidentielle (DGSP) reprendront du service à plein temps, après avoir passé presque un mois de compétition sportive. Ils se sont mesurés au semi-marathon, au relais, au football ainsi qu'au ballon militaire. Les meilleurs l'ont emporté tel que l'indiquent ces résultats.

Semi-marathon...

Dans la catégorie des officiers, Elias Mfoudi de la direction de la protection (DFI) a terminé en tête. Séverin Itoua l'a secondé alors que François Ibara s'est contenté de la troisième place, tous deux sont de la même direction que le vainqueur. Chez les sous-officiers, par ailleurs, Christian Douniama de la 6^e unité s'est imposé à la première marche du podium. Brice Ndoni et Clo-

vis Mbella ont respectivement occupé la deuxième et la troisième places. Dans la catégorie des hommes de rang, c'est Roth Bouop de la direction de la protection (Appui) qui l'a emporté sur Okoko Okongo (deuxième) et sur Bonheur Elanguï (troisième).

Relais 2000m...

Ici, dix compétiteurs ont pris le départ sans parcourir la même distance. Les commandants d'unité ont parcouru les plus courtes distances (100m) tandis les hommes de rang avaient 250m à parcourir. Finalement, la 6^e unité a occupé la première place avec un chrono de 5'20". La 4^e unité est arrivée en deuxième position avec un écart de 12 secondes par rapport à l'unité championne. La 5^e unité, qui a réalisé un chrono de 5'37", s'est contentée de la troisième place devant la 2^e unité qui a occupé le cinquième rang. Les trois dernières de cette spécialité ne sont autres que la 8^e compagnie (sixième au classement avec 5'55"), la première compagnie (septième au classement avec 6'02") et la troisième compagnie, dernière au classement avec un

chrono de 6'04".

Football...

La finale du ballon rond a opposé la 1^{ère} Unité à l'équipe constituée par la coalition DT, DAAF, DD, DRH et DVP. La coalition était tellement forte que la 1^{ère} n'a pas pu contenir ses assauts si bien que la finale s'est soldée sur une courte victoire de la coalition 1-0. Le score prouve bien que la 1^{ère} unité n'a pas démerité.

Ballon militaire...

La Direction de la Protection (DP) s'est mesurée à la coalition DT, DAAF, DD, DRH, et DVP. Lors de la finale de cette discipline, la force de la coalition n'a pas suffi à vaincre la DP qui a su stopper les offensives de la coalition pour finalement s'imposer 14 à 4. Le ballon militaire, soulignons-le, diffère du football. Il est plutôt proche du rugby. Le ballon militaire se joue certes sur un terrain de football avec les mêmes dimensions, le même ballon et les mêmes buts. Seulement, tout se joue à la main à l'image du rugby. Les touches de ball par les pieds sont des fautes. C'est ce qui ex-



Le directeur général de la sécurité présidentielle, président de la commission d'organisation de la compétition (crédit photo DR)

plique donc le lourd score de 14 à 4 que la DP a infligé à la coalition en finale.

Dans son mot de circonstance, le chef de division Sport de la DGSP, le capitaine Marcel Moko, a déduit que l'objectif fixé de raffermir les liens de solidarité entre agents de la DGSP, dans le cadre de la première édition, a été atteint. « (...) Une fois de plus les meilleurs ont gagné et

la cohésion l'a emporté », a-t-il déclaré. Le directeur général de la DSGP, le colonel Serges Oboa, s'est félicité du bon déroulement de la compétition et du fait que les militaires, sous lui ont prouvé leurs talents dans les disciplines sportives retenues pour cette compétition. Le rendez-vous est donc pris pour l'année prochaine à l'occasion de la 2^e édition.

Rominique Nerplat Makaya

INTERVIEW

Ghilain Manguessa Ebome : « J'ai plus le devoir de faire que le droit de réclamer »

Homme public avec de lourdes charges au niveau local, le nouveau maire de Ouesso ne fait plus mystère de ses ambitions. Très allant avec la presse, il a choisi Les Dépêches de Brazzaville pour se dévoiler et dérouler son programme. « La rigueur et la solidarité en vue des résultats efficaces », tel est son credo.



Les Dépêches de Brazzaville : Maire de Ouesso aujourd'hui, quel sens donnez-vous à cette élection après votre échec aux législatives de 2012 ?

Ghilain Manguessa Ebome :

Mon élection en qualité de Maire de Ouesso a, de mon point de vue, un double sens. En premier, il s'agit d'une réparation citoyenne après ce que vous qualifiez d'échec et qui n'était en fait qu'un hold-up électoral qui ne nous a pas permis d'être élu député de Ouesso en 2012. Aujourd'hui, les grands électeurs ont suivi la voix du peuple en m'élisant à la tête de notre conseil. En second, il s'agit d'un appel profond à la rénovation de la classe politique et à l'approfondissement de la démocratie. Exigences substantielles au cœur, hier, de la Nouvelle Espérance (2002-2009) et, aujourd'hui, du Chemin d'Avenir.

LDB: Hier candidat, aujourd'hui aux commandes. Qu'est-ce qui change ?

GME: J'ai la tentation de dire que tout a changé, sauf l'audace et notre humanité. Sauf notre ambition de réussir et de faire de Ouesso une ville pilote du développement local par l'initiative citoyenne. Tout a chan-

gé par contre. Le candidat porteur d'espérance est maintenant le Maire, garant du bien-être des populations et de la bonne administration de la cité. Tout le monde attend tout de moi. Il nous faut travailler pour la bonne vie des citoyens. Tout a changé car j'ai désormais la responsabilité de conduire les destinées de plus de 30.000 habitants. J'ai plus le devoir de faire que le droit de réclamer.

LDB: Ouesso sera le centre du Congo en 2015. Donc vous avez d'importants défis à relever. À peine arrivé, n'est-ce pas stressant ?

GME: En me présentant à la tête du Conseil municipal, je savais que le plus grand challenge de ce mandat est la Municipalisation accélérée de la Sangha et la célébration de la fête nationale du 15 août 2015 ici, à Oues-

so. Je dois vous avouer que relever ce challenge est une motivation majeure de ma candidature, et surtout de mon action à la tête de notre municipalité. J'aime Ouesso, cette ville qui a forgé ma personnalité. Oui, Ouesso est une ville de challenges. Je suis là pour raviver la flamme de l'espérance qui fera jubiler nos populations le 15 août 2015. Nous aurons l'une des plus belles fêtes de l'indépendance. Il n'y a aucun stress.

LDB: Vous aurez 5 ans à la tête de Ouesso. Quels sont les grands axes de votre action ?

GME: Nous avons décliné notre programme de développement comme

laboratoire du développement. Ainsi, la première orientation de notre action consiste à partager notre vision aux conseillers et à tous les agents municipaux afin que chacun adapte sa mentalité et ses compétences à la vision. La deuxième orientation porte sur les mécanismes à mettre en œuvre pour mobiliser et rationaliser la gestion des recettes locales. Je suis surpris de constater que la municipalité de Ouesso n'arrive pas à mobiliser plus de 15% des recettes locales prévues. Elle fonctionne essentiellement sur la base des subventions. La troisième orientation est relative à l'amélioration de la vie sociale des citoyens grâce à l'exécution des projets

Qui est le nouveau maire de Ouesso ?

Ghilain Thierry Manguessa Ebome est né le 30 avril 1975 à Ouesso dans la Sangha. Sa passion pour la politique vient certainement de son père, Charles Germain Manguessa Falanga, qui fut le premier député (PCT) élu de la commune de Ouesso. Manguessa Ebome a été attaché politique du deuxième questeur du sénat (2002-2012) et assistant du président de la commission économie et finance du sénat depuis 2013.

Sur le plan politique, Ghilain Manguessa Ebome s'est présenté pour la première fois comme candidat indépendant aux législatives 2007 face à 14 autres candidats. Il a occupé le 3^e rang avec 617 voix, après Entcha Ebia et Ndinga Makanda. En 2012, Ghilain Manguessa Ebome est classé premier au premier tour avec 48,64% des voix mais perd au second tour face à Ndinga Makanda du PCT. Sur le plan de la formation académique, le nouveau maire de Ouesso est titulaire d'un doctorat de Philosophie et de bien d'autres diplômes, il est Chargé de cours à l'université Marien Nguabi et membre du bureau national de la société congolaise de philosophie. Il est actif dans plusieurs sociétés savantes internationales.

étant celui de la solidarité et de l'efficacité. La solidarité suggère une gestion participative et efficace, fondée sur l'application rigoureuse des dispositions législatives et réglementaires qui régissent la décentralisation. Cela nous éviterait de faire de notre assemblée locale une simple officine où viennent s'affronter des convictions partisans. Notre conseil doit être un

SMART. L'essentiel de ces projets seront inscrits au cœur des actions prioritaires de la Société de Développement de Ouesso (S.D.O), en étude, dont le Conseil municipal sera un actionnaire essentiel. La quatrième orientation est liée à la coopération décentralisée. Sur ce point, je suis heureux de constater que des amis se mobilisent à travers le monde, au-

tour des différentes associations pour nous obtenir des partenariats.

LDB: On sait que vous vous êtes battu pour le président de la République en 2009. Que s'est-il passé pour que vous vous présentiez en indépendant alors que vous portiez la bannière du PCT hier ? Doit-on parler de parjure ?

GME: Mon soutien à l'action du président Denis Sassou N'Guesso n'est pas récent. 2009 n'est pas la date à laquelle il faut renvoyer. Certes, en 2009, j'ai participé activement à la réélection du président Sassou N'Guesso. Mais de manière précise, mon soutien au Président Denis Sassou N'Guesso date du 25 avril 1991 et j'avais 16 ans. J'ai été marqué, ce jour-là, par le discours du chef de l'État aux Congolais, particulièrement aux confédérés. Sans rancœur, le Président assumait un passé collectif à travers un discours gaullien : J'ASSUME.

Je suis élu comme indépendant parce que depuis mai 2012 j'ai contesté le mode de désignation des candidats mis en œuvre par mon parti de l'époque, le PCT, qui a fini par m'exclure. Malgré cela, je suis revenu vers le parti pour qu'ensemble nous regardions comment combiner pour mettre en place le bureau du Conseil municipal de Ouesso. C'était juste après les élections locales. Aucun dirigeant du PCT ne m'a offert un petit instant d'échange. Mon élection n'est pas un parjure. C'est la libre expression de la démocratie.

LDB: Enfin, quel est votre credo durant les 5 ans de votre mandat ?

GME: Mon credo c'est la rigueur et la solidarité en vue des résultats efficaces.

Propos recueillis par Josiane Mambou Loukoulou